

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2979

6 décembre 2011

SOMMAIRE

Allianz Infrastructure Luxembourg I SI- CAV-FIS	142948	Lux Repair S.A.	142971
Equity Index Investments S.à r.l.	142976	LVHF Luxe S.A.	142972
Hanff Frères Luxembourg S.à r.l.	142991	Macquarie Aircraft Leasing Finance S.A.	142973
Hanff S.à r.l.	142991	Magic Production Group (M.P.G.) S.A. ..	142974
Lachenal Properties S.A.	142947	Magistra S.A.	142975
Lambres Investments S.à r.l.	142969	Malherbes Strategies S.A.	142975
Les Nanas Coiff S.à r.l.	142970	Management Co-operative Company S.à r.l.	142974
Le Tire-Bouchon S.à r.l.	142970	Manuloc International	142976
Levanter Phoenix S.à r.l.	142946	Massena Finance S.A.	142990
Levanter Real 1 S.à r.l.	142946	MB Invest S.A.	142990
Levanter Real 3 S.à r.l.	142947	MCL (Maison Canadienne Luxembourg), S.à r.l.	142991
Levanter Real Holdings S.à r.l.	142946	MCL (Maison Canadienne Luxembourg), S.à r.l.	142990
LFPI Property S.à r.l.	142946	Mc Millan Information Technology S.A. .	142974
Liam Finance S.à r.l. I SCS	142947	Meca-Fluid Lux S.à r.l.	142991
Libra Conseils, S.à r.l.	142947	M E C S. à r.l. Entreprise générale de cons- truction	142973
Loginter S.à r.l.	142970	Meditare S.A.	142992
London Transit Holdings S.à r.l.	142948	Metatech International S.à r.l.	142974
Lorima S.A.	142970	Metrik S.à r.l.	142992
LTV Luxembourg Télé- & Vidéo-Produc- tions S.A.	142971	Mike SCHAACK S.à r.l.	142974
LuxAcoustic	142969	Mission Systems International S.à r.l. ...	142975
LuxAcoustic	142969	Mistral S.à r.l.	142975
Lux Brooker S.A.	142971	M-Pire S.à r.l.	142973
Luxembourg Corporation Company S.A.	142972	M. Q. Realisation SA	142973
Luxembourg Fund Partners S.A.	142969		
Luxgsm S.A.	142972		
Lux-Halal Sàrl	142972		

LFPI Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 134.639.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LFPI Property S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2011148225/11.

(110172410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Levanter Phoenix S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 122.400.

En date du 30 septembre 2011 l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la société du 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Les gérants de catégorie B de la société, Alan DUNDON et Fabrice MEEUWIS, ont également transféré leur adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Référence de publication: 2011148209/14.

(110172054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Levanter Real Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 128.640.

En date du 12 octobre 2011 les associés ont décidé de transférer le siège social de la société du 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Les gérants de catégorie B de la société, Alan DUNDON et Fabrice MEEUWIS, ont également transféré leur adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20.10.2011.

Référence de publication: 2011148210/14.

(110172053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Levanter Real 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 128.681.

En date du 12 octobre 2011 l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la société du 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Les gérants de catégorie B de la société, Alan DUNDON et Fabrice MEEUWIS, ont également transféré leur adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Référence de publication: 2011148211/14.

(110172052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Levanter Real 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.767.

En date du 12 octobre 2011 l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la société du 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Les gérants B de la société, Alan DUNDON et Fabrice MEEUWIS, ont également transféré leur adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20.10.2011.

Référence de publication: 2011148212/14.

(110172051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Lachenal Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 161.037.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue en date du 27 octobre 2011 que les administrateurs, M. Fernand HEIM, Mme Geneviève BLAUEN et M. Marc SCHMIT, ainsi que le commissaire aux comptes, M. Marco RIES, se sont démis de leurs fonctions respectives avec effet immédiat.

Luxembourg, le 27 octobre 2011.

SG AUDIT Sarl

Référence de publication: 2011148208/12.

(110172463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Liam Finance S.à r.l. I SCS, Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 10.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 155.415.

En date du 5 août 2011, le mandat du gérant commandité Titan (Germany) I GP S.à r.l., avec siège social au 43, Avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, a pris fin, le nouveau gérant commandité est désormais Liam Finance S.à r.l., avec siège social au 43, Avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 octobre 2011.

Référence de publication: 2011148213/13.

(110172578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Libra Conseils, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3236 Bettembourg, 20, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 111.866.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le jeudi 27 octobre 2011.

Pour la société

Me Martine DECKER

Notaire

Référence de publication: 2011148215/13.

(110171970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

London Transit Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 163.533.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 13 octobre 2011

1. Le nombre des gérants de classe A a été augmenté de 2 (deux) à 3 (trois).

2. M. Sergio Alexandre FERNANDES RAPOSO, employé privé, né à Barreiro (Portugal), le 21 août 1975, demeurant professionnellement à L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare, a été nommé comme gérant de classe A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 27 octobre 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour London Transit Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011148217/16.

(110171825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Allianz Infrastructure Luxembourg I SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 164.966.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven,

on the twenty-fourth of November,

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg),

there appeared:

1) "Allianz Lebensversicherungs-AG", a company incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Reinsburgstraße 19, 70178 Stuttgart, Germany, duly represented by Mr Tobias Lochen, Rechtsanwalt, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Stuttgart, Germany, on 23 November 2011, and

2) "Allianz Pensionskasse AG", a company incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Reinsburgstraße 19, 70178 Stuttgart, Germany, duly represented by Mr Tobias Lochen, Rechtsanwalt, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Stuttgart, Germany, on 23 November 2011.

The aforementioned proxies will remain attached to this document to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in its above-stated capacity, have drawn up the following articles of incorporation of a public limited company:

1. Denomination, Duration, Corporate object, Registered office

Art. 1. Denomination. There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund ("société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisée") under the name of Allianz Infrastructure Luxembourg I SICAV-FIS (hereinafter referred to as the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. Corporate object. The purpose of the Company is to invest in and hold companies which are not part of the consolidated group of any of the shareholders of the Company and therefore to invest directly, or indirectly through intermediary vehicles, the funds available to it in accordance with the law of 13 February 2007 on specialised investment funds as amended ("Law of 13 February 2007") in assets eligible thereunder provided that these assets are shares in companies including shares in companies which qualify as undertakings for collective investments or as other investment vehicles, and in interests in partnerships, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of its portfolio.

The Company may take any measures permitted under the Law of 13 February 2007 and directly related or incidental to those referred to above, including the holding on an ancillary basis of cash and other liquid assets such as money market instruments or money market funds.

The Company must not take on borrowings, except for short-term borrowing up to an overall amount equivalent to 10% of the total binding commitments received by the Company (whether drawn or undrawn), provided that the borrowings must be consistent with market standards.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

2. Share capital, Variations of the share capital, Characteristics of the shares

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company shall be at any time equal to the total net assets of the Company, as defined in Article 11 hereof. The capital of the Company must reach one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) within the first twelve (12) months following its approval by the Luxembourg supervisory authority for the financial sector (CSSF), and thereafter may not be less than this amount.

The initial share capital of the Company is set at fifty thousand Euro (EUR 50,000.-) fully paid-up and represented by fifty thousand (50,000) shares with no par value, as defined in Article 8 hereof.

The reference currency of the Company is Euro ("EUR").

Art. 6. Variations in share capital. The share capital may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up shares or the repurchase by the Company of existing shares from its shareholders.

Art. 7. Classes of shares. The board of directors of the Company may, at any time, issue other classes of shares. These other classes of shares may differ in, inter alia, their fee structure, currency, dividend policy or type of target investors.

Initially, one class of shares shall be issued. Other classes of shares, once created, shall differ in their characteristics as more fully described in the private placement memorandum of the Company from time to time.

Art. 8. Form of the shares. The Company shall issue shares in registered form only.

Shares are issued in uncertificated or certificated registered form. However the register of shareholders is conclusive evidence of ownership. If a share certificate is requested at the time of subscription, and in such case, the subscriber will bear the risk and any additional expense arising from the issue of such certificate. Holders of share certificates must return their share certificates, duly renounced, to the Company before redemption instructions may be effected.

A register of shareholders shall be kept by a duly appointed agent of the Company. Such share register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the class of each such share, the amounts paid for each such share, the transfer of shares and the dates of such transfers. The share register is conclusive evidence of ownership. The Company treats the registered owner of a share as the absolute and beneficial owner thereof.

The transfer of a registered share shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

Any owner of registered shares has to indicate to the Company an address to be maintained in the share register. All notices and announcements of the Company given to owners of registered shares shall be validly made at such address. Any shareholder may, at any moment, request in writing amendments to his address as maintained in the share register. In case no address has been indicated by an owner of registered shares, the Company is entitled to deem that the necessary address of the shareholder is at the registered office of the Company.

The shares are issued, and share certificates if requested are delivered, only upon the acceptance of the subscription and the receipt of the subscription price under the conditions as set out in the private placement memorandum.

The Company will recognise only one holder in respect of each share in the Company. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

Art. 9. Loss or destruction of share certificates. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including an indemnity or other verification of title or claim to title countersigned by a bank, stockbroker or other party acceptable to the Company. Upon the issue of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate shall become null and void.

Mutilated or defaced share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated or defaced certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately. The Company, at its discretion, may charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate, as well as all costs and reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

Art. 10. Limitation to the ownership of shares. Shares of the Company may only be owned by and are freely transferable between well-informed investors in accordance with the Law of 13 February 2007 and excluding at any time individuals and entities which are not corporate entities for German tax purposes and which have one or more individuals as its members or owners ("Well-Informed Investors"). The issue or transfer of shares may not result in shares being held by more than one hundred (100) Well-Informed Investors.

The Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the Company such holding may be detrimental to the interests of the existing shareholders or of the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred (an "Excluded Investor"). Such firms, partnerships or corporate bodies shall be determined by the board of directors.

For such purposes, the Company may, at its discretion and without liability:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears that such registration or transfer would or may eventually result in the beneficial ownership of said share by a person who is precluded from holding shares in the Company; or

b) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares, compulsorily purchase from any such shareholder all shares held by such shareholder; or

c) where it appears to the Company that one or more persons are the owners of a proportion of the shares in the Company which would render the Company subject to tax or other regulations of jurisdictions other than Luxembourg, compulsorily repurchase all or a proportion of the shares held by such shareholders.

In such cases enumerated at (a) to (c) (inclusive) hereabove, the following proceedings shall be applicable:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the "redemption notice") upon the holders of shares subject to compulsory repurchase; the redemption notice shall specify the shares to be repurchased as aforesaid, the redemption price (as defined here below) to be paid for such shares and the place at which this price is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by registered mail, addressed to such shareholder at his address as indicated in the share register. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate, if issued, representing shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the share certificate, if issued, representing such shares shall be cancelled in the books of the Company.

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be purchased (hereinafter referred to as the "redemption price") shall be an amount equal to the net asset value per share of the class to which the shares belong, determined in accordance with Article 11 hereof, as at the date of the redemption notice plus any contingent deferred sales charge or redemption fees, if applicable.

3) Subject to all applicable laws and regulations, payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the shares are denominated, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate, if issued, representing the shares specified in such redemption notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the redemption price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate, if issued, as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Specifically, the Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any "US person", meaning a citizen or resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction.

Notwithstanding any provisions in these Articles, a shareholder in the Company being a German Regulated Investor shall have the right, at any time, to transfer all or part of its shares without the prior consent of the Company or any other shareholder to a transferee that executes a subscription agreement and qualifies as a Well-Informed Investor and

who is not an Excluded Investor and provided that the transfer does not have the effect that the number of shareholders exceeds one hundred (100). On the transfer of all or part of the shares by a German Regulated Investor, the transferee shall accept and become solely liable for all liabilities and obligations relating to such shares, including under these Articles, and the transferring German Regulated Investor shall be released from (and shall have no further liability of any nature, not even a secondary or joint and several liability, for) such liabilities and obligations.

Insofar and as long as a German Regulated Investor holds shares as part of its guarantee assets ("Sicherungsvermögen" as defined in Sec. 66 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act (Versicherungsaufsichtsgesetz)) and such German Regulated Investor is either in accordance with section 70 of the German Insurance Supervisory Act under the legal obligation to appoint a trustee (Treuhand) or is subject to similar legal requirements, such German Regulated Investor shall dispose of such shares only with the prior written consent of such trustee or its authorized representative appointed in accordance with section 70 of the German Insurance Supervisory Act, as amended from time to time. "Disposal" includes, but is not limited to any sale exchange, transfer or assignment of all or part of the shares held by such German Regulated Investor.

For the purpose of this Article, the term "German Regulated Investor" shall include any German insurance company, German Pensionskasse or German pension fund (including a German Versorgungswerk) or any other entity subject to the investment restrictions of the German Insurance Supervisory Act (Versicherungsaufsichtsgesetz) holding shares in the Company as part of its guarantee assets ("Sicherungsvermögen") or "other restricted assets" ("Sonstiges gebundenes Vermögen" as defined in Sec. 66 and Sec. 54 para. 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act (Versicherungsaufsichtsgesetz)).

3. Net asset value, Issue and Repurchase of shares, Suspension of the calculation of the net asset value

Art. 11. Net asset value. The net asset value per share of each class of shares of the Company shall be determined periodically by the Company, but in any case not less than once per quarter, as the board of directors may determine (every such day for determination of the net asset value being referred to herein as the "Valuation Day"). If such day falls on a legal or bank holiday in Luxembourg, then the Valuation Day shall be the first succeeding full business day in Luxembourg.

The net asset value per share is expressed in the reference currency of the Company, for each class of shares, and is determined by dividing the value of the total assets of the Company properly allocable to such class of shares less value of the total liabilities properly allocable to such class of shares by the total number of shares of such class outstanding on any Valuation Day.

The valuation of the net asset value per share of the different classes of shares shall be made in the following manner:

The assets of the Company will be determined by application of the following principles:

- The valuation of the Company's interests in the investment structures (both by way of equity and debt investments) will be effected in the following manner:

* An interest in an investment structure will be valued at cost as long as no report is available;

* If a report regarding the investment structure is available, the interest in the investment structure will be valued on the basis of the latest available report as long as no major evaluation event ("Evaluation Event") occurred. The following events qualify as Evaluation Events: capital calls, distributions or redemptions effected by the investment structure or one or more of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the investment structures themselves.

* The occurrence of an Evaluation Event will be taken into account.

- The valuation of direct investments, which are made as co-investments, will be effected in the same manner as described here-above;

- If a net asset value is determined for the units or shares issued by an investment structure, those units or shares will be valued on the basis of the latest net asset value determined according to the provisions of the particular issuing documents of the investment structure. In case of the occurrence of an Evaluation Event that is not reflected in the latest available net asset value of such units or shares issued by such investment structures, the valuation of such units or shares issued by such investment structures may take into account this Evaluation Event;

- the value of cash held in hand or on deposit, of securities and bills payable at sight, of accounts receivable, of prepaid expenses, and of dividends and interest announced or which have become payable and have not yet been received, will be constituted by the nominal value of these assets, except where it appears improbable that this value can be achieved; in which case, their value will be determined by deducting a certain amount which is sufficient in the view of the directors to reflect the true value of these assets;

- any transferable security and any money market instrument negotiated or listed on a stock exchange will be valued on the basis of the last known price, unless this price is not representative;

If, in the case of securities or money market instruments listed or traded on a stock exchange or another regulated market, the price determined pursuant to the foregoing is not representative of the real value of these securities, these will be stated at Director's valuation. This will be at cost unless in the Director's opinion a reduction in value is considered

appropriate having regard to a company's prospects, or a change of valuation is justified by reference to significant transactions in the securities by third parties;

- any transferable security and any money market instrument negotiated on another market will be valued on the basis of the last available price;

- all other securities and other assets will be valued by the directors based on the reasonable foreseeable sales proceeds determined prudently and in good faith;

- if, as a result of particular circumstances, valuation based on the above rules becomes impractical or inaccurate, other valuation criteria which are generally accepted and verifiable in order to obtain a fair valuation will be applied.

The Company may receive all kinds of eligible assets under the Law of 13 February 2007 if the Company gets distribution in kind from underlying investments.

Any assets which are not expressed in the currency of the class to which they belong will be converted into the currency of this class at the exchange rate prevailing on the working day concerned, or at the exchange rate provided for by the terms of the contract.

Any assets held by the Company not expressed in the reference currency will be translated into the reference currency at the official rate of exchange prevailing on the relevant Valuation Day.

The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- all loans, bills and accounts payable;

- all accrued or payable administrative expenses (including investment advisory, consultancy or management fees (if any), Custodian, paying agent and corporate agent fees);

- all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property;

- an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the relevant Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the directors; and

- all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable and all costs incurred by the Company, which may inter alia comprise the fees payable to the Custodian, the paying agent, the corporate agent, investment advisors, consultants or managers (if any), taxes, expenses for legal and auditing services, due diligence costs, office and personal costs, costs of any intermediary company, payments due to the investment structures or direct investments (e.g. in relation to management fees and capital calls), cost of any proposed listings, maintaining such listings, printing share certificates, shareholders' reports, private placement memoranda, reasonable marketing and advertising expenses, costs of preparing, translating and printing in different languages, all reasonable out-of-pocket expenses of the directors, shareholder's travelling costs to the general meetings of the Company, registration fees and other expenses payable to supervisory authorities in any relevant jurisdictions, insurance costs, interest, brokerage costs and the costs of publications. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

All shares in the process of being redeemed by the Company shall be deemed to be issued until the close of business on the Valuation Day applicable to the redemption. The redemption price is a liability of the Company from the close of business on this date until paid.

All shares issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be deemed issued from the close of business on the Valuation Day applicable to the subscription. The subscription price is an amount owed to the Company from the close of business on such day until paid.

Art. 12. Issue, Redemption and Conversion of shares.

12.1. Issue of shares

The board of directors is authorised to issue further fully paid-up shares of each class at any time and without reserving the existing shareholders a preferential right to subscription for the shares to be issued and provided however that shares will not be issued to more than one hundred (100) Well-Informed Investors at a price based on the net asset value per share for each class of shares determined in accordance with Article 11 hereof, as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales charges, as approved from time to time by the board of directors.

The board of directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of receiving payment for such new shares.

All new share subscriptions shall, under pain of nullity, be entirely liberated, and the shares issued carry the same rights as those shares in existence on the date of the issuance.

The issue price will be paid within the delays detailed in the private placement memorandum of the Company.

The board of directors may at its full discretion agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an auditor ("réviseur d'entreprises agréé").

If the directors determine that it would be detrimental to the existing shareholders of the Company to accept a subscription for shares that represents more than 10% of the net assets, then they may postpone the acceptance of such subscription and, in consultation with the incoming shareholder, may require him to stagger his proposed subscription over an agreed period of time.

The Company may reject any subscription in whole or in part, and the directors may, at any time and from time to time and in their absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of shares of any class.

12.2. Redemption of shares

The directors may from time to time as they deem appropriate decide the repurchase of shares or fractions thereof. The decision to repurchase will be binding for all the shareholders and affect them on a pro rata basis in accordance with their shareholding. However the shares are not redeemable at the unilateral request of the shareholders.

The Company will announce in due time the redemption through mail addressed to the registered shareholders. The announcement will mention the duration of the redemption period, the method for calculating the redemption price which will be determined on the last day of the redemption period and which will be equal to the net asset value calculated on the last day of the redemption period.

The directors may in their sole and absolute discretion ask the shareholder to accept payment in whole or in part by an in-kind distribution of securities in lieu of cash.

The redeemed shares will be cancelled. The redemption price will be paid within the delays detailed in the private placement memorandum of the Company.

12.3. Conversion of shares into shares of a different class of shares

Conversions of shares between different classes of shares, if any, are excluded.

Art. 13. Suspension of the calculation of the net asset value and of the issue, the redemption and the conversion of shares. The Company may suspend the calculation of the net asset value per share in the following circumstances:

- a) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company would be impracticable;
- b) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets of the Company;
- c) if restrictions on foreign exchange or with regard to capital transactions prevent the settlement of transactions on behalf of the Company;
- d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained;
- e) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company.

Under exceptional circumstances, which may adversely affect the rights of shareholders, the board of directors reserves the right to conduct the necessary sales of investments before setting the share price at which shareholders will have their shares redeemed. In this case, subscriptions and redemptions in process shall be dealt with on the basis of the net asset value thus calculated after the necessary sales.

The suspension of the calculation of the net asset value may be published by adequate means if the duration of the suspension is to exceed a certain period. Suspended subscription applications may be withdrawn by written notice provided that the Company receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscriptions and redemptions shall be executed on the first Valuation Day following the resumption of net asset value calculation by the Company.

4. Investment policies and Restrictions

Art. 14. General provisions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the corporate and investment policy for the investments and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the board of directors in the private placement memorandum of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The risk diversification requirements may not apply during a start-up period as determined in the private placement memorandum of the Company.

5. General shareholders' meetings

Art. 15. General provisions. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 16. Annual general shareholders' meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on 31 May, 02.00 p.m., and for the first time in 2012. If such day is a bank holiday in Luxembourg, then the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 17. General meetings of shareholders of classes of shares. The shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class of shares. The general provisions set out in these Articles of Incorporation, as well as in the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, shall apply to such meetings.

Art. 18. Functioning of shareholders' meetings. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share, regardless of the class to which it belongs, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission. Fractions of shares are not entitled to a vote.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by simple majority of the shares represented at the meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Further, the shareholders of each class separately will deliberate and vote (subject to the conditions of quorum and majority voting as provided by law) on the following items:

1. affectation of the net profits of their class; and
2. resolutions affecting the rights of the shareholders of one class vis-à-vis of the other classes.

Art. 19. Notice to the general shareholders' meetings. Shareholders shall meet upon call by the board of directors by registered mail. To the extent required by law, the notice shall be published in the Mémorial of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the board of directors may decide.

6. Management of the company

Art. 20. Management. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three (3) members who need not to be shareholders of the Company.

Art. 21. Duration of the functions of the directors, Renewal of the board of directors. The directors shall be elected by the general shareholders' meeting for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy on a provisional basis until the next general meeting of shareholders.

Art. 22. Committee of the board of directors. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director by a majority vote to preside at such meetings. For general meetings of shareholders and in the case no director is present, any other person may be appointed as chairman.

Art. 23. Meetings and Deliberations of the board of directors. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or any two (2) directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The board of directors may from time to time appoint officers of the Company, including a general manager, any assistant managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors

or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least three (3) days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile transmission of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meetings of the board of directors by appointing, in writing or by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile transmission, another director as his proxy. One director may replace several other directors.

Any director who is not physically present at the location of a meeting may participate in such a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Directors may not bind the Company by their individual signature, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least fifty per cent of the directors are present or represented at a meeting of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. The chairman shall have the casting vote.

Resolutions signed by all members of the board of directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telegrams, telexes, facsimile transmission and similar means. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the board.

Art. 24. Minutes. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro-tempore who presides at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two (2) directors.

Art. 25. Engagement of the Company vis-à-vis third persons. The Company shall be engaged by the signature of two (2) members of the board of directors or by the individual signature of any duly authorised director or officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 26. Powers of the board of directors. The board of directors determines the general orientation of the management and of the investment policy, as well as the guidelines to be followed in the management of the Company, always in application of the principle of risk diversification.

Art. 27. Interest. No contract or other transaction which the Company and any other corporation or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company are interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any position, relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Allianz Group, its subsidiaries and associated companies or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 28. Allowances to the board of directors. The general meeting of shareholders may allow the members of the board of directors a remuneration for services rendered, such amount being carried as general expenses of the Company.

Furthermore, the members of the board of directors may be reimbursed for any expenses engaged in on behalf of the Company insofar as they are reasonable.

The remuneration of the chairman or the secretary of the board of directors as well as those of the general manager (s) and officers shall be fixed by the board.

Art. 29. Advisor, Fund managers, Custodian and Other contractual parties. The Company may enter into an investment advisory agreement in order to be advised and assisted while managing its portfolio, as well as enter into investment management agreements with one or more fund managers.

In addition, the Company shall enter into service agreements with other contractual parties, for example an administrative and corporate agent to fulfil the role of "administration central" as defined in the Institut Monétaire Luxembourgeois Circular 91/75 of 21 January 1991.

The Company shall enter into a custody agreement with a bank (hereinafter referred to as the "Custodian") which shall satisfy the requirements of the Law of 13 February 2007. All transferable securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire the board of directors shall use their best endeavours to find another bank to be Custodian in place of the retiring Custodian and the board of directors shall appoint such bank as Custodian. The board of directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor Custodian shall have been appointed in accordance with these provisions to act in the place thereof.

7. Auditor

Art. 30. Auditor. The operations of the Company and its financial situation including particularly its books shall be supervised by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to respectability and professional experience and who shall perform the duties foreseen by the Law of 13 February 2007. The auditors shall be elected by the general meeting of shareholders.

8. Annual accounts

Art. 31. Annual accounts, Accounting year. The shareholders shall be provided with the audited annual financial statements of the Company within one hundred twenty (120) days following the end of the accounting year of the Company.

The accounting year of the Company shall begin on 1 January in each year and shall terminate on 31 December of the same year, excepted the first accounting year which shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31 December 2011.

Art. 32. Profit balance. At the annual general meeting of shareholders, the shareholders of each class shall determine, at the proposal of the board of directors, whether, and if so the amount thereof, dividends are to be distributed to the shareholders of the Company, within the limits prescribed by the Law of 13 February 2007.

Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law and subject to the decision of the board of directors, be paid out on shares.

The board of directors shall regularly evaluate the Company's cash flow and liquidity and it shall in principle make use of interim distributions, unless all shareholders expressly veto such interim distributions.

Dividends which are not claimed within a period of five (5) years starting from their payment date will become foreclosed for their beneficiaries and will return to the Company.

In order to repay to the investor the proceeds of sales of any underlying assets and/or other income which will not be subject to a further investment, the board of directors may, instead of either proposing a dividend payment to the general meeting of shareholders or making an interim payment on dividends, decide to redeem shares or fractions thereof in accordance with the terms of Article 12.2 above. The board of directors are authorised to make in-kind distributions/ payments of securities of portfolio companies with the consent of the shareholders.

9. Dissolution and Liquidation

Art. 33. Dissolution and Liquidation of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution taken by the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements as defined in Article 18 hereof.

Whenever the capital falls below two thirds of the minimum capital as provided by the Law of 13 February 2007, the board of directors has to submit the question of the dissolution of the Company to the general meeting of shareholders. The general meeting for which no quorum shall be required shall decide on simple majority of the votes of the shares presented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall also be referred to the general meeting of shareholders whenever the capital falls below one quarter of the minimum capital as provided by the Law of 13 February 2007. In such event the general meeting shall be held without quorum requirements and the dissolution may be decided by the shareholders holding one quarter of the votes present or represented at that meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one quarter of the legal minimum as the case may be.

The issue of new shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the general shareholders' meeting, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

One or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) shall be appointed by the general meeting of shareholders, which shall as well determine their powers and their compensation, to realise the assets of the Company, subject to the supervision of the relevant supervisory authority in the best interests of the shareholders.

The proceeds of the liquidation, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each class in accordance with their respective rights. The amounts not claimed by shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse de Consignations in Luxembourg. If these amounts were not claimed before the end of a period of five (5) years, the amounts shall become statute-barred and cannot be claimed any more.

Art. 34. Termination of a class of shares. The directors may decide at any moment the termination of any class of shares. In the case of termination of a class of shares, the shareholders will see their shares compulsorily redeemed for cash at the net asset value per share determined on the day on which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant class of shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure of the redemption operations.

Any request for subscription for shares of such class of shares shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, of the relevant class of shares.

Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian of the Company for a period of six (6) months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares will be cancelled by the Company.

Art. 35. Expenses borne by the Company. Each of the Custodian, the Paying Agent and the Corporate Agent are entitled to receive fees out of the assets of the Company, pursuant to the relevant agreements between each of them and the Company and in accordance with customary banking practice. In addition, reasonable disbursements and out-of-pocket expenses incurred by such parties are charged to the Company as appropriate.

The Company will also bear all other expenses incurred in the operation of the Company which include, without limitation, fees payable to investment advisors, consultants or managers (if any), taxes, expenses for legal and auditing services, due diligence costs, office and personal costs, costs of any intermediary company, payments due to the investment structures or direct investments (e.g. in relation to management fees and capital calls), cost of any proposed listings, maintaining such listings, printing share certificates, shareholders' reports, private placement memoranda, reasonable marketing and advertising expenses, costs of preparing, translating and printing in different languages, all reasonable out-of-pocket expenses of the directors, shareholder's travelling costs to the general meetings of the Company, registration fees and other expenses payable to supervisory authorities in any relevant jurisdictions, insurance costs, interest, brokerage costs and the costs of publications.

The formation expenses of the Company will be borne by the Company and will not be written off.

The Company bears all its running costs as foreseen in Article 11 hereof. For the avoidance of doubt, nothing in these articles of incorporation shall be read as directly entitling third parties to any fees or disbursements; such fees and disbursements, if any, may only become due in accordance with the applicable service agreements concluded between the Company and third parties.

Art. 36. Amendment of the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 37. General provisions. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time, the Law of 13 February 2007 and any other applicable law.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Name of shareholder	Subscribed capital	Paid-in capital	Number of shares
Allianz Lebensversicherungs-AG	EUR 47,320.-	EUR 47,320.-	47,320
Allianz Pensionskasse AG	EUR 2,680.-	EUR 2,680.-	2,680

Proof of such payment has been given as specifically stated to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary declares that the conditions enumerated in article 26 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies are fulfilled.

Expenses

The expenses, which shall be borne by the Company as a result of its incorporation, are estimated at approximately six thousand Euro.

Extraordinary general meeting of shareholders

The above named parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting:

1. The following are elected as directors for a period ending on the date of the annual general meeting of shareholders to be held in 2014:

- Mr Alain Jean Pierre Schaedgen, professionally residing at 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Johannes Christian Maria Zarnitz, professionally residing at 484, Keizersgracht, NL-1017 Amsterdam, The Netherlands; and

- Dr. Felix Benedikt, professionally residing at 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following is elected as independent auditor for a period ending on the annual general meeting of Shareholders to be held in 2012:

- KPMG Audit S.à r.l., having its registered office at 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 103 590).

3. The registered office of the Company is established at 14, boulevard F. D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named parties, this deed is worded in English followed by a German version; at the request of the same appearing parties, in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by name, surname, status and residence, the appearing proxy holder signed together with Us the notary the present original deed.

Follows the German translation of the foregoing text:

Im Jahre zweitausendelf,

am vierundzwanzigsten November.

Vor Uns Notar Jean-Joseph Wagner mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg),

sind erschienen:

1) „Allianz Lebensversicherungs-AG“, eine Gesellschaft, gegründet und bestehend gemäß den Gesetzen von Deutschland, mit Geschäftssitz in der Reinsburgstrasse 19, 70178 Stuttgart, Deutschland, ordnungsgemäß vertreten durch Herrn Tobias Lochen, Rechtsanwalt, ansässig in Luxemburg, kraft Vollmacht ausgestellt in Stuttgart, Deutschland, am 23. November 2011, und

2) „Allianz Pensionskasse AG“, eine Gesellschaft, gegründet und bestehend gemäß den Gesetzen von Deutschland, mit Geschäftssitz in der Reinsburgstraße 19, 70178 Stuttgart, Deutschland, ordnungsgemäß vertreten durch Herrn Tobias Lochen, Rechtsanwalt, ansässig in Luxemburg, kraft Vollmacht ausgestellt in Stuttgart, Deutschland, am 23. November 2011.

Die zuvor erwähnten Vollmachten bleiben diesem Dokument beigelegt und werden zusammen mit ihm bei der Registrierungsbeförde eingereicht werden. Diese anwesenden Parteien, jeweils mit der oben erwähnten Befugnis handelnd, haben folgende Satzung für eine Aktiengesellschaft aufgesetzt:

1. Name, Dauer, Gesellschaftszweck, Gesellschaftssitz

Art. 1. Name. Zwischen den Vertragsparteien und allen, welche Eigentümer von später ausgegebenen Aktien werden, wird eine Gesellschaft gegründet in der Form einer Aktiengesellschaft ("société anonyme"), welche der Gattung der Kapitalanlagegesellschaften mit veränderlichem Kapital – Spezialisierter Investmentfonds ("Société d'Investissement à Capital Variable – Fonds d'Investissement Spécialisé") angehört, mit der Bezeichnung "Allianz Infrastructure Luxembourg I SICAV-FIS" (nachfolgend die "Gesellschaft").

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine unbestimmte Zeit errichtet.

Sie kann durch Beschluss der Aktionäre, welcher in den für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Formen gefasst wird, aufgelöst werden.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Der Zweck der Gesellschaft besteht im Investment in und dem Halten von Gesellschaften, die nicht Teil der konsolidierten Gruppe von einem der Aktionäre der Gesellschaft sind, und insofern in der direkten oder indirekten Anlage durch zwischengeschaltete Organismen der zur Verfügung stehenden Mittel in jede Art von

geeignetem Vermögen gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in der jeweils gültigen Fassung ("Gesetz vom 13. Februar 2007"), vorausgesetzt, dass dieses Vermögen aus Anteilen an Gesellschaften besteht, einschließlich Anteilen an Gesellschaften, die als Organismen für gemeinsame Anlagen oder andere Anlagevehikel gelten, und Beteiligungen an Personengesellschaften, mit dem Zweck, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Ergebnisse ihres Vermögens zugutekommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte tätigen, wie sie nach dem Gesetz vom 13. Februar 2007 gestattet und die direkt oder zufällig mit den oben erwähnten verbunden sind, einschließlich des Haltens einer zusätzlichen Grundlage an Bargeld oder anderen flüssigen Vermögens, wie z.B. Geldmarktinstrumente oder Geldmarktfonds.

Die Gesellschaft darf keine Darlehen aufnehmen, außer Darlehen mit kurzer Laufzeit bis zu einem Gesamtbetrag von 10% der gesamten verbindlichen Kapitalzusagen, die von der Gesellschaft erhalten wurden (ob abgerufen oder nicht), vorausgesetzt, dass das Darlehen mit den Marktstandards übereinstimmt.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz der Gesellschaft ist Luxemburg Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Verwaltungsrats können Niederlassungen und Repräsentanzen im Großherzogtum oder im Ausland gegründet werden.

Im Falle, wo der Verwaltungsrat feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, gesellschaftliche oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum Ende dieser außerordentlichen Gegebenheiten ins Ausland verlegt werden; eine solche vorübergehende Maßnahme wird keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft haben, welche unbeschadet einer solchen vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleiben wird.

2. Gesellschaftskapital, Veränderungen des Gesellschaftskapitals, Charakteristika der Aktien

Art. 5. Aktienkapital. Das Aktienkapital der Gesellschaft soll zu jedem Zeitpunkt gleich dem (gemäß dem nachfolgenden Artikel 11 berechneten) Gesamt-Nettointinventarwert der Gesellschaft betragen. Das Aktienkapital der Gesellschaft muss eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) innerhalb der ersten zwölf (12) Monate nach der Genehmigung der Gesellschaft durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde für den Finanzsektor (CSSF) erreichen und darf danach diesen Betrag nicht unterschreiten.

Das Anfangskapital der Gesellschaft beträgt fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-), voll eingezahlt und eingeteilt in fünfzigtausend (50.000) Aktien ohne Nennwert, wie in Artikel 8 der vorliegenden Satzung beschrieben.

Die Basiswährung der Gesellschaft ist der Euro ("EUR").

Art. 6. Schwankungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von neuen voll eingezahlten Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs durch die Gesellschaft von bestehenden Aktien ihrer Aktionäre erhöhen oder vermindern.

Art. 7. Aktienklassen. Der Verwaltungsrat kann jederzeit neue Aktienklassen ausgeben. Diese neue Aktienklassen können, inter alia, in der Gebührenstruktur, der Währung, der Dividendenpolitik, und den Zielinvestoren abweichen.

Am Anfang wird eine Klasse Aktien ausgegeben. Andere Aktienklassen, wenn einmal geschaffen, werden entsprechend der genaueren Beschreibung in der jeweils aktuellen Ausgabe des Private Placement Memorandums der Gesellschaft in ihren Charakteristika abweichen.

Art. 8. Form der Aktien. Die Gesellschaft wird Aktien ausschließlich als Namensaktien ausgeben.

Die Aktien werden als Namensaktien mit oder ohne Bestätigungsschreiben ausgegeben. Jedoch gilt der Eintrag des Aktieninhabers im Aktienregister als zweifelfreier Beweis seines Eigentumsrechts. Wird ein Aktienzertifikat bei der Zeichnung angefragt, trägt der Zeichner das Risiko und etwaige daraus entstehende zusätzliche Kosten. Inhaber solcher Aktienzertifikate müssen diese zurückbringen und ordnungsgemäß aufgeben, ehe Umtausch- oder Rückzahlungsanweisungen ausgeführt werden können.

Ein Aktienregister wird von einem ordnungsgemäß ernannten Bevollmächtigten der Gesellschaft geführt. In diesem Register ist der Name, Wohnort oder gewähltes Domizil von jedem Aktieninhaber, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien, die Klasse von jeder Aktie, der für jede Aktie bezahlten Betrag, der Transfer der Aktien und die Daten von solchen Transfers, eingetragen. Dieses Register ist für das Besitzverhältnis der Aktien beweiskräftig. Die Gesellschaft behandelt den eingetragenen Aktieninhaber als den absoluten Eigentümer und den wirtschaftlichen Berechtigten.

Die Übertragung einer Namensaktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, welche in das Aktienregister eingetragen wird und welche datiert und durch den Käufer und den Veräußerer oder durch Personen, welche vertretungsberechtigt sind, unterschrieben wird, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere, für sie zulässige Beweise einer Aktienübertragung annehmen.

Jeder Aktionär von Namensaktien muss der Gesellschaft eine Adresse zwecks Eintragung im Aktienregister mitteilen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Aktionären von Namensaktien können rechtsverbindlich an diese Adresse gesandt werden. Ein Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderung seiner Adresse im Aktienregister beantragen. Falls ein Inhaber von Namensaktien der Gesellschaft keine Adresse mitgeteilt hat,

ist die Gesellschaft berechtigt, anzunehmen, dass die erforderliche Adresse des Aktionärs sich am Sitz der Gesellschaft befindet.

Aktien werden nur ausgegeben und Aktienzertifikate, insofern sie beantragt sind, werden nur geliefert, nachdem die Zeichnung angenommen und der Zeichnungspreis unter den Bedingungen des Private Placement Memorandums eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes kann die Gesellschaft die Ausübung der aus der oder den Aktien hervorgehenden Rechte suspendieren bis zu dem Zeitpunkt, an dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 9. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten. Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat einer ihm gehörender Aktie abhanden gekommen ist oder zerstört wurde, kann auf seinen Antrag hin die Gesellschaft ein Ersatzzertifikat ausgeben, unter den Bedingungen und Garantien, welche die Gesellschaft festlegen kann, mit einbegriffen eine Gebühr oder eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, welche durch eine Bank, einen Börsenmakler, oder einer anderen Partei, zur Zufriedenheit der Gesellschaft, unterschrieben ist. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf welchem vermerkt wird, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben umgehend für ungültig erklärt. Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für die Kosten zu verlangen, welche ihr durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung des alten Aktienzertifikates entstanden sind.

Art. 10. Einschränkungen der Eigentumsrechte auf Aktien. Aktien der Gesellschaft dürfen nur besessen werden von und sind frei übertragbar zwischen sachkundigen Investoren im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007 und zu jeder Zeit sind Individuen und Personen ausgeschlossen, welche nicht als Kapitalgesellschaften für deutsche steuerrechtliche Zwecke gelten und welche eine oder mehrere Individuen als Mitglieder oder Eigentümer haben ("Sachkundige Investoren"). Weder die Ausgabe noch die Übertragung von Aktien darf dazu führen das Aktien von mehr als einhundert (100) Sachkundigen Investoren gehalten werden.

Die Gesellschaft kann den direkten oder indirekten Besitz von Aktien der Gesellschaft durch bestimmte natürliche oder juristische Personen oder Personengesellschaften einschränken oder verbieten, wenn die Gesellschaft nach eigenem Ermessen der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz zu Lasten der Interessen der bestehenden Aktionäre oder der Gesellschaft geht, oder wenn ein solcher Besitz eine Verletzung einer gesetzlichen Bestimmung oder Regulierung des Großherzogtums Luxemburg oder eines anderen Landes mit sich zieht oder bewirken kann oder wenn durch einen solchen Besitz die Gesellschaft mit steuerlichen Nachteilen, Geld- oder anderen Strafen, zu rechnen hat, denen sie andernfalls nicht ausgesetzt worden wäre ("Ausgeschlossener Investor"). Solche natürlichen oder juristische Personen oder Personengesellschaften sind durch den Verwaltungsrat festzustellen.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen und ohne Haftung:

- a) die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktienregister verweigern, wenn es offenkundig ist, dass diese Ausgabe oder Umschreibung zur Folge haben kann oder wird, dass der Aktienbesitz an eine Person übergeht, die nicht berechtigt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen; oder
- b) den Zwangskauf von allen Aktien, welche von einem Aktionär gehalten werden, tätigen, wenn der Gesellschaft offenkundig wird, dass eine Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, entweder allein oder aber zusammen mit einer anderen Person, wirtschaftlicher Berechtigter dieser Aktien ist; oder
- c) wenn der Gesellschaft offenkundig wird, dass eine oder mehrere Personen einen solchen Anteil der Aktien der Gesellschaft halten, dass die Steuergesetze oder andere Verordnungen von anderen Gerichtsbarkeiten als jene von Luxemburg auf die Gesellschaft anwendbar werden könnten, den Zwangsrückkauf von allen oder einem Teil der von solchen Aktionären gehaltenen Aktien tätigen.

In diesen in (a) bis (c) (einbegriffen) aufgezählten Fällen wird folgendes Verfahren angewandt:

1) Die Gesellschaft sendet dem Aktionär, der die dem Zwangsrückkauf ausgesetzten Aktien besitzt, eine Benachrichtigung (nachstehend "Rückkaufsbenachrichtigung" genannt) zu; die Rückkaufsbenachrichtigung gibt die, wie erwähnt, zurückzukaufenden Aktien, den zu bezahlenden Rückkaufspreis und den Ort, wo dieser Preis zu bezahlen ist, an. Eine solche Rückkaufsbenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an seine im Aktienregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, der Gesellschaft ohne Verzögerung das Aktienzertifikat, falls ausgegeben, das die in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien darstellt, zurückzugeben. Sofort nach Geschäftsschluss am Tag, der in der Rückkaufsbenachrichtigung angegeben ist, hört der Aktionär auf, Eigentümer derjenigen Aktien zu sein, die in der Rückkaufsbenachrichtigung erwähnt sind, und das Aktienzertifikat, falls ausgegeben, welche die entsprechenden Aktien darstellt, wird in den Büchern der Gesellschaft annulliert.

2) Der Preis, zu dem die in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien zurückgekauft werden (der "Rückkaufspreis"), ist gleich dem Nettoinventarwert der Aktien der Klasse, zu der die Aktien jeweils gehören, so wie dieser am Tag der Rückkaufsbenachrichtigung gemäß Artikel 11 der vorliegenden Satzung festgestellt wird, zuzüglich einer Rückkaufgebühr oder eines Austrittsrechts, falls anwendbar.

3) Vorbehaltlich aller anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen oder Verordnungen wird der Rückkaufspreis dem Eigentümer jener Aktien in der Währung der betreffenden Aktien durch die Gesellschaft bei einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank (welche in der Rückkaufbenachrichtigung angegeben wurde) hinterlegt zwecks Zahlung an den Besitzer gegen Rückgabe des Aktienzertifikates, das, falls ausgegeben, die in der Rückkaufbenachrichtigung angegebenen Aktien darstellt. Sobald der Preis gemäß diesen Bedingungen hinterlegt wurde, kann keine Person, die in der Rückkaufbenachrichtigung angegebenen Aktien erwähnt wurde, Anspruch auf diese Aktien geltend machen; außerdem kann keine Person rechtliche Schritte gegen die Gesellschaft oder ihre Guthaben unternehmen, außer das Recht des Aktionärs, welcher sich als Besitzer der Aktien ausweist, den hinterlegten Preis (ohne Zinsen) bei der Bank gegen Rückgabe des Aktienzertifikates ausgezahlt zu bekommen, wie vorgehend erläutert.

4) Die Ausübung durch die Gesellschaft der ihr durch diesen Artikel 10 zugestandenen Befugnisse kann in keinem Fall mit der Begründung, dass es zum Zeitpunkt der Rückkaufbenachrichtigung keinen ausreichenden Nachweis des Besitzes der Aktien durch eine Person gab, in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, unter der Bedingung, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausführte.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen und ohne Haftung bei Aktionärsversammlungen denjenigen Personen, denen es nicht erlaubt ist Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

Insbesondere kann die Gesellschaft den Besitz von Aktien der Gesellschaft durch jede "US Person" einschränken oder verbieten. Der Ausdruck "US Person", so wie dieser Ausdruck in der vorliegenden Satzung gebraucht wird, bedeutet jeder Staatsangehöriger oder Einwohner der Vereinigten Staaten oder eines ihrer Territorien oder Besitztümer oder Gegenden unter ihrer Gerichtsbarkeit.

Ungeachtet jeder Vorschrift dieser Satzung, hat ein Aktionär der Gesellschaft, der ein Deutsches Versicherungsunternehmen ist, das Recht, zu jeder Zeit, sämtliche oder Teile seiner Aktien ohne die vorherige Zustimmung der Gesellschaft oder eines anderen Aktionärs auf einen Übertragungsempfänger zu übertragen, der eine Zeichnungsvereinbarung unterschreibt und als Sachkundiger Investor gilt und der kein Ausgeschlossener Investor ist und vorausgesetzt, dass die Übertragung keine Auswirkung auf die Anzahl der Aktionäre in der Weise hat, dass sie einhundert (100) übersteigt. Bei der Übertragung sämtlicher oder Teile der Aktien durch ein Deutsches Versicherungsunternehmen, akzeptiert und wird ausschließlich der Übertragungsempfänger haftbar für alle Haftungen und Verpflichtungen in Bezug auf diese Aktien, einschließlich der gemäß dieser Satzung, und das übertragende Deutsche Versicherungsunternehmen wird von diesen Haftungen und Verpflichtungen entbunden (und hat keine weiteren Haftungen irgendeiner Natur, nicht einmal eine zweitrangige oder gesamtschuldnerische Haftung).

Insoweit und so lange ein Deutscher Versicherungsunternehmer Aktien als Teil seines Sicherungsvermögens (i.S.d. § 66 oder § 115 des Versicherungsaufsichtsgesetzes ("VAG")) und ein solches Deutsche Versicherungsunternehmen entweder in Übereinstimmung mit § 70 VAG rechtlich dazu verpflichtet ist, einen Treuhänder zu ernennen, oder ähnlichen rechtlichen Voraussetzungen unterliegt, kann ein solches Deutsches Versicherungsunternehmen solche Aktien nur mit der vorherigen schriftlichen Zustimmung dieses Treuhänders oder seines bevollmächtigten Vertreters, der in Übereinstimmung mit § 70 VAG in seiner gültigen Fassung ernannt wurde, verkaufen. "Verkauf" beinhaltet, ist aber nicht beschränkt auf, jeden Umtausch, Übertragung oder Übereignung sämtlicher oder Teile der Aktien, die von einem solchen Deutschen Versicherungsunternehmen gehalten werden.

Für die Zwecke dieses Artikels beinhaltet der Begriff "Deutsches Versicherungsunternehmen" jedes deutsches Versicherungsunternehmen, Pensionskasse oder Pensionsfonds (einschließlich Versorgungswerken) und jegliche Rechtsträger, die den Anlagebeschränkungen des Versicherungsaufsichtsgesetzes unterliegen, die Aktien der Gesellschaft als Teil ihres Sicherungsvermögens oder sonstiges gebundenes Vermögen (i.S.d. § 66 und 54 Abs. 1 oder § 115 VAG) halten.

3. Nettoinventarwert, Ausgabe und Rückkauf von Aktien, Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes

Art. 11. Nettoinventarwert. Der Nettoinventarwert per Aktie jeder Aktienklasse der Gesellschaft wird periodisch durch die Gesellschaft berechnet, wie der Verwaltungsrat es bestimmen wird, aber in keinem Falle weniger als einmal im Quartal (der Tag, an dem der Nettoinventarwert der Aktien berechnet wird, wird in der vorliegenden Satzung als "Bewertungstag" bezeichnet). Wenn dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag oder einen Bankfeiertag in Luxemburg fällt, ist der Bewertungstag der darauffolgende volle Arbeitstag in Luxemburg.

Der Nettoinventarwert pro Aktie wird an jedem Bewertungstag in der jeweiligen Referenzwährung der Gesellschaft ausgedrückt und wird für jede Aktienklasse dadurch bestimmt, dass das der betreffenden Aktienklasse zugewiesene Vermögen der Gesellschaft, minus die der betreffenden Aktienklasse zugewiesene Passiva der Gesellschaft, durch die Zahl der an einem Bewertungstag im Umlauf befindlichen ausgegebenen Aktien derselben Aktienklasse geteilt wird.

Die Bewertung des Nettoinventarwertes pro Aktie der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt ausgeführt:

a) Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden durch die Anwendung folgender Prinzipien bestimmt:

- Die Beteiligung der Gesellschaft in der Anlagestruktur wird wie folgt bewertet (sowohl im Bezug auf Aktien, als auf Schuldverschreibungen):

* Jede Beteiligung der Gesellschaft an der Anlagestruktur wird den Kosten zufolge bewertet, solange kein Bericht vorliegt;

* Liegt ein Bericht, die Anlagestruktur betreffend, vor, so wird die Anlagestruktur aufgrund des letzten verfügbaren Berichts bewertet, solange kein bedeutendes Bewertungsereignis ("Bewertungsereignis") eintritt. Folgende Ereignisse gelten als Bewertungsereignis: Kapitalabruf, Ausschüttung von Dividenden oder Rückkäufe durch die Anlagestruktur selbst oder durch eine oder mehrere ihrer unterliegenden Kapitalanlagen, ebenso wesentliche Ereignisse oder Entwicklungen welche die Anlagestrukturen selbst oder eine der unterliegenden Kapitalanlagen betreffen/beeinträchtigen.

- Das Auftreten eines Bewertungsereignisses wird berücksichtigt.

* Die Bewertung von Direktinvestitionen, in Form von Ko-Investitionen, entspricht ebenfalls der oben beschriebenen Methode.

* Wird ein Nettoinventarwert für die von der Anlagestruktur emittierten Anteile und Aktien festgelegt, so werden diese Anteile und Aktien anhand des letzten vorliegenden Nettoinventarwerts bewertet, welcher gemäß den Bestimmungen der Emissionsdokumente der Anlagestruktur festgelegt wird. Sollte ein Bewertungsereignis auftreten, welches sich nicht im letzten verfügbaren Nettoinventarwert auf diese, von der Anlagestruktur emittierten Anteile oder Aktien widerspiegelt, kann dieses Bewertungsereignis bei der Bewertung dieser, von der Anlagestruktur emittierten Anteile oder Aktien, berücksichtigt werden.

* Der Wert von Kassenguthaben oder Barsicherheiten, von Wertpapieren und Sichtwechseln, von Kontoforderungen, im Voraus bezahlte Kosten, ebenso wie von Dividenden und angekündigten Zinsen oder angefallene und noch nicht aufgelaufene Zinsen als Wert wird der ganze Nennwert angenommen, außer wenn es unwahrscheinlich erscheint, dass dieser Wert voll bezahlt werden wird oder eingenommen werden kann, wobei in diesem Falle der Wert nach Abzug eines Betrages, der vom Verwaltungsrat als angemessen angesehen wird, bestimmt wird um den richtigen Wert darzustellen;

* Übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, welche an einer Börse notiert sind oder gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Verkaufskurs bewertet, es sei denn dieser ist nicht repräsentativ; Falls der letzte verfügbare Verkaufskurs von Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten welche an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt notiert sind oder gehandelt werden, in der Auffassung des Verwaltungsrates nicht marktgerecht sind, werden diese vom Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festgelegt. Es handelt sich in diesem Fall um den Anschaffungswert, es sei denn der Verwaltungsrat hält eine Wertreduzierung für angemessen in Betracht des Aussichten der Gesellschaft, oder eine Wertänderung ist aufgrund eines bedeutsamen Geschäftes von diesen Wertpapieren durch Dritte gerechtfertigt.

* Übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, an einem anderen Markt gehandelt werden, werden auf der Basis des letzten verfügbaren Verkaufspreises bewertet.

* Alle anderen Wertpapiere und sonstige Guthaben werden vom Verwaltungsrat anhand von vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufseinnahmen, die der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festgelegt bewertet.

* Falls, aufgrund besonderer Umstände, die Bewertung nach den obigen Regeln nicht mehr möglich ist oder unzuverlässig wird, werden andere Bewertungskriterien, welche allgemein anerkannt und nachweisbar sind, angewandt um eine angemessene Bewertung zu erreichen.

Die Gesellschaft kann alle Arten an geeignetem Vermögen gemäß dem Gesetz von 2007 erhalten, falls die Gesellschaft eine Sachausschüttung von zugrunde liegenden Investitionen bekommt.

Vermögenswerte die nicht in der Währung der Klasse ausgedrückt sind, der sie angehören, werden in die Währung dieser Klasse zum gegebenen Wechselkurs des betroffenen Arbeitstages oder zu dem vertraglich festgelegten Wechselkurs umgerechnet.

Vermögenswerte, die von der Gesellschaft gehalten werden, welche auf eine andere Devisen als die Referenzwährung lauten, werden in die Referenzwährung zum offiziellen, am entsprechenden Bewertungstag geltenden Wechselkurs, umgerechnet.

b) Als Verpflichtungen der Gesellschaft werden betrachtet:

* alle Anleihen, angefallene Wechsel und zu zahlende Abrechnungen;

* sämtliche fällige und zahlbare Verwaltungskosten (darin einschließlich Kosten für Anlageberatung, Unternehmensberatung und Verwaltung, falls vorhanden, Kosten für die Depotbank, die Zahlstelle und die Zentraladministration);

* alle bekannten, fälligen oder noch nicht fälligen Verbindlichkeiten, darin einbegriffen sämtliche fälligen vertraglichen Verpflichtungen, welche eine Zahlung in bar oder in Naturalien vorsehen;

* angemessene vom Verwaltungsrat bestimmte Rückstellungen für zukünftig fällige Steuern, die auf das Vermögen und Einkommen bis zum entsprechenden Bewertungstag basieren, und andere durch den Verwaltungsrat genehmigte oder gebilligte Reserven, falls vorhanden; und

* alle anderen Verpflichtungen der Gesellschaft, welcher Natur und Art sie auch seien, abgesehen von solchen, die durch die Aktien der Gesellschaft dargestellt werden. Um den Betrag dieser Verpflichtungen zu bestimmen, berücksichtigt die Gesellschaft alle von ihr zu tragenden und erwachsenen Ausgaben und darin können unter anderem einbegriffen sein: die Vergütungen und Kosten für die Depotbank, die Zahlstelle und die Zentraladministration, den/die Anlageberater, Unternehmensberater oder Verwalter (falls vorhanden); die Steuern und Kosten für Rechtsberatung und Prüfung der Jahresberichte, die Kosten der sorgfältigen Prüfung der Anlagen, die Kosten für Büro und Personal, für Zwischengesellschaften, durch Anlagestruktur oder Direktanlagen bedingte Zahlungen (z.B. im Bezug auf Verwaltungskosten und

Kapitalabrufkosten), die Kosten der Börsennotierungen und deren Aufrechterhaltung, die Druckkosten der Aktienzertifikate, der Aktionärsberichte, der Private Placement Memoranda, angemessene Vertriebs- und Werbekosten, die Kosten für das Vorbereiten, das Übersetzen und das Drucken in verschiedenen Sprachen, alle angemessenen Out-of-Pocket Kosten der Direktoren, die Kosten der Anreise der Aktieninhaber (zur Generalversammlung der Aktionäre), Registrierungsgebühren und andere den Überwachungsbehörden in den betreffenden Gerichtsbarkeiten zu zahlende Kosten, Versicherungskosten, Zinsen, Brokergebühren und die Kosten von Veröffentlichungen. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus rechnen und diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

Aktien, die im Begriff sind, von der Gesellschaft zurückgekauft zu werden, gelten als ausgegeben bis zum Geschäftsschluss des jeweiligen Bewertungstages, welcher auf den Rückkauf anwendbar ist. Der Rückkaufpreis gilt als Verbindlichkeit der Gesellschaft ab dem Geschäftsschluss des besagten Tages bis zur Zahlung.

Die im Zusammenhang mit eingegangenen Kaufaufträgen ausgegebene Aktien gelten ab Geschäftsschluss am jeweilig für die Zeichnung anwendbaren Bewertungstag als ausgegebene Aktien. Der Rückkaufpreis gilt als Forderung der Gesellschaft ab dem Geschäftsschluss des besagten Tages und so lange, bis dieser Preis bezahlt ist.

Art. 12. Ausgabe, Rückkauf und Umtausch von Aktien.

12.1 Ausgabe von Aktien

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, zu jeder Zeit weitere voll eingezahlte Aktien jeder Aktienklasse auszugeben, ohne den bestehenden Aktieninhabern ein bevorzugtes Zeichnungsrecht zu erteilen und vorausgesetzt das Aktien an nicht mehr als einhundert (100) Sachkundige Investoren ausgegeben werden, und zwar zu einem Preis, der auf dem gemäß Artikel 11 dieser Satzung berechneten Nettoinventarwert pro Aktie der jeweiligen Aktienklasse, an einem Bewertungsdatum, das entsprechend der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmten Politik festgelegt wird. Dieser Preis kann durch eine prozentuale Provision für bei der Investition des Ertrages anfallende Kosten eventuell und anfallende Rückkaufgebühren und wie von Zeit zu Zeit durch den Verwaltungsrat festgelegt.

Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Direktor der Gesellschaft oder andere Personen ermächtigen, Zeichnungen anzunehmen und den Preis für die neuen Aktien entgegenzunehmen.

Um gültig zu sein, muss jede neue Zeichnung von Aktien voll eingezahlt sein; die ausgegebenen Aktien haben dieselben Rechte wie diejenigen Aktien, welche am Tage der Aktienausgabe in Umlauf waren.

Der Emissionspreis ist innerhalb der im Private Placement Memorandum festgelegten Frist zu zahlen.

Der Verwaltungsrat kann nach Belieben eine Aktienausgabe als Gegenleistung für einen Beitrag in Wertpapieren entscheiden, entsprechend den Bedingungen der Luxemburger Gesetzgebung, insbesondere der Verpflichtung einen Wertungsbericht eines Wirtschaftsprüfers ("réviseur d'entreprises agréé") zu liefern.

Falls der Verwaltungsrat bestimmt, dass die Annahme einer Zeichnung von Aktien der Gesellschaft, deren Wert mehr als 10 % des Nettovermögens der Gesellschaft darstellt, den bestehenden Aktionären schaden kann, kann er die Annahme der Zeichnung aufschieben und in Absprache mit dem neuen Aktionär, ihn dazu auffordern, die Zeichnung über einen bestimmten Zeitraum zu staffeln.

Die Gesellschaft kann eine Zeichnung teilweise oder ganz zurückweisen und der Verwaltungsrat kann, nach eigenem Ermessen und ohne Haftung und ohne Ankündigung, die Ausgabe und den Verkauf von Aktien jeder Aktienklasse abbrechen.

12.2 Rückkauf von Aktien

Der Verwaltungsrat kann, von Zeit zu Zeit, wenn er es für angemessen hält, sich für den Rückkauf von Aktien oder von Bruchteilen dieser entscheiden. Der Entschluss zum Rückkauf ist für alle Aktieninhaber bindend und wirkt sich proportional auf ihrem Aktienbesitz aus. Jedoch sind die Aktien nicht auf einseitige Anfrage der Aktieninhaber rückzahlbar.

Die Gesellschaft wird die eingetragenen Aktieninhaber rechtzeitig, in einem an sie adressierten Schreiben, über den Rückkauf benachrichtigen. Diese Mitteilung beinhaltet die Dauer des Rückkaufs, das angewandte Berechnungsverfahren des Rückkaufpreises, welcher am letzten Tag der Rückkaufsfrist bestimmt wird und dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkaufsfrist entspricht.

Der Verwaltungsrat kann nach Belieben die Aktieninhaber auffordern die Rückzahlung ganz oder teilweise als Sachleistung in Form einer Wertpapierverteilung an Stelle von Bareinlagen anzunehmen.

Die ausgezahlten Aktien werden storniert. Der Rückkaufpreis wird innerhalb der im Private Placement Memorandum der Gesellschaft festgelegten Frist bezahlt.

12.3 Umtausch von Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse

Der Umtausch von Aktien einer Klasse in Aktien einer anderen Aktienklasse ist ausgeschlossen.

Art. 13. Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes sowie der Ausgabe, des Rückkaufs und des Umtauschs von Aktien. Die Gesellschaft ist dazu befugt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie in den folgenden Fällen einzustellen:

a) falls ein Zustand besteht der in der Meinung des Verwaltungsrats als ein Notfall einzustufen ist, in der Hinsicht wo die Veräußerung oder die Bewertung der Aktiva der Gesellschaft undurchführbar ist;

b) falls die Kommunikationsmittel und Datenverarbeitungssysteme, die normalerweise zur Bestimmung des Wertes der Anlagen der Gesellschaft oder der aktuellen Preise auf den Märkten oder Börsen gebraucht werden, außer Betrieb sind, hinsichtlich der Aktiva der Gesellschaft;

c) falls Einschränkungen, Währungswechsel oder Kapitalgeschäfte betreffend, die Abwicklung eines Geschäfts im Auftrag der Gesellschaft verhindern;

d) wenn aus irgend einem anderen Grund der Wert einer Anlage nicht rasch und genau festgelegt werden kann;

e) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Einberufung zu einer Generalversammlung der Aktionäre, in der über die Auflösung der Gesellschaft Beschluss gefasst werden soll.

Unter außergewöhnlichen Bedingungen, welche die Rechte der Aktionäre nachteilig beeinflussen können, behält sich der Verwaltungsrat das Recht vor, erst die notwendigen Verkäufe von Kapitalanlagen durchzuführen, bevor der Preis, zu dem die Aktionäre einen Rückkauf ihrer Aktien erhalten, bestimmt wird. In einem solchen Fall werden schwebende Zeichnungen und Rückkäufe auf der Basis des derartig nach den notwendigen Verkäufen berechneten Nettoinventarwertes gehandhabt.

Die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie kann durch angemessene Mittel veröffentlicht werden, falls die Dauer einer solchen Einstellung eine gewisse Zeitspanne überschreitet.

Schwebende Anträge auf Zeichnung, von Aktien können durch schriftliche Benachrichtigung zurückgezogen werden, unter der Bedingung, dass die Gesellschaft die entsprechende Benachrichtigung vor dem Ende des Schwebezustandes erhält.

Derart schwebende Zeichnungen und Rückkäufe von Aktien werden am ersten Bewertungstag nach der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie durch die Gesellschaft getätigt.

4. Investmentpolitik und Beschränkungen

Art. 14. Allgemeine Bestimmungen. Der Verwaltungsrat hat, aufgrund des Prinzip der Risikostreuung, die Berechtigung die Geschäfts- und Investmentpolitik bezüglich der Investments und die Handhabungsweise der Verwaltungs- und Geschäftsangelegenheiten der Gesellschaft festzulegen, die sich alle innerhalb der Befugnisse und Beschränkungen befinden, wie in dem Private Placement Memorandum der Gesellschaft in Übereinstimmung mit den anzuwendenden Gesetzen und Verordnungen von dem Verwaltungsrat dargestellt.

Die Risikostreuungserfordernisse können nicht, wie im Private Placement Memorandum der Gesellschaft festgelegt, während des Anlaufzeitraums angewendet werden.

5. Generalversammlungen

Art. 15. Allgemeine Bestimmungen. Die ordnungsgemäß gebildete Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu bestätigen.

Art. 16. Jährliche Generalversammlung. Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre wird gemäß der luxemburgischen Gesetzgebung in Luxemburg, am Firmensitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort in Luxemburg, der in der Einberufung festgelegt wird, am 31. Mai um 14:00 Uhr abgehalten, und zum ersten Mal im Jahre 2012. Falls dieser Tag auf einen Bankfeiertag in Luxemburg fällt, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag abgehalten. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Andere Versammlungen können zu der Zeit und an dem Ort abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen Versammlung angegeben ist.

Art. 17. Generalversammlungen von Aktionären von Aktienklassen. Die Aktionäre einer Aktienklasse können zu jeder Zeit eine Generalversammlung einberufen, um über Angelegenheiten, welche ausschließlich jene Aktienklasse betreffen, zu entscheiden. Es gelten die Regeln die in dieser Satzung vorgesehen sind, sowie das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung.

Art. 18. Funktionsweise der Generalversammlungen. Die Einberufungen, sowie die Quoren und die Fristen, ebenso der Ablauf der Versammlungen der Aktionäre, müssen, soweit die vorliegende Satzung nichts anderes bestimmt, den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen.

Jede Aktie gibt ungeachtet der Klasse der sie angehört, das Recht auf eine Stimme unter Vorbehalt der Einschränkungen, die durch die vorliegende Satzung verfügt werden. Jeder Aktionär kann an den Versammlungen der Aktionäre teilnehmen, indem er schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax eine andere Person als seinen Bevollmächtigten angibt. Teile einer einzelnen Aktie geben kein Anrecht auf eine Stimme.

Sofern das Gesetz oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlungen der Aktionäre durch einfache Mehrheit der repräsentierten Aktien gefasst.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre erfüllen müssen, um an den Generalversammlungen teilnehmen zu können.

Außerdem werden die Aktionäre jeder Klasse getrennt beraten und unter den gesetzlich vorgesehenen Quorums- und Mehrheitsbedingungen über folgende Punkte abstimmen:

1. Gewinnverwendung ihrer Aktienklasse; und
2. Entscheidungen, welche die Rechte der Aktionäre einer Aktienklasse gegenüber anderen Aktienklassen betreffen.

Art. 19. Einberufungen zu den Generalversammlungen. Die Aktionäre werden durch den Verwaltungsrat durch eingeschriebenen Brief einberufen. Soweit gesetzlich erforderlich, wird das Einberufungsschreiben im Mémorial in Luxemburg sowie in einer luxemburgischen Zeitung und in anderen, vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitungen veröffentlicht.

6. Verwaltung der Gesellschaft

Art. 20. Verwaltung. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht, verwaltet; die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein.

Art. 21. Dauer des Mandats der Verwaltungsratsmitglieder, Erneuerung des Verwaltungsrats. Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Generalversammlung für einen Zeitraum, der sechs (6) Jahre nicht überschreiten kann, gewählt. Sie bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt wurden und im Amt sind. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mit oder ohne Begründung jederzeit durch eine Entscheidung der Generalversammlung abberufen und/oder ersetzt werden. Im Falle einer Vakanz eines Verwaltungsratsmitgliedes, aufgrund von Tod, Pension oder aus einem anderen Grund, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder eine Sitzung einberufen und durch eine mehrheitliche Abstimmung ein Verwaltungsratsmitglied bestimmen, um diese Vakanz auf einer provisorischen Basis bis zur nächsten Generalversammlung zu füllen.

Art. 22. Präsidium des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden sowie einen oder mehrere stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Ferner kann er einen Sekretär ernennen, der nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss und der für die Redaktion der Protokolle der Versammlungen des Verwaltungsrats und der Versammlungen der Aktionäre verantwortlich ist.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrats steht jeder der Versammlungen des Verwaltungsrats und der Aktionäre vor, in seiner Abwesenheit können jedoch die Aktionäre oder der Verwaltungsrat mit einfacher Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied zum Vorsitzenden der Versammlung ernennen. Bei einer Generalversammlung der Aktionäre an der kein Verwaltungsratsmitglied anwesend ist, kann jede andere Person ernannt werden, um den Vorsitz dieser Versammlung zu übernehmen.

Art. 23. Versammlungen und Beratungen des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern an dem Ort, das in dem Einberufungsschreiben angegeben ist, einberufen.

Der Verwaltungsrat kann Direktoren der Gesellschaft ernennen, inbegriffen einen Generaldirektor, beigeordnete Direktoren, beigeordnete Sekretäre und andere Direktoren, die für die Angelegenheiten der Gesellschaft zu führen als nötig empfunden werden. Solche Ernennungen können zu jedem Zeitpunkt durch den Verwaltungsrat zurückgezogen werden. Die Direktoren brauchen keine Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft zu sein. Sofern die Satzung es nicht anderes vorsieht, haben die Direktoren diejenigen Vollmachten und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat erteilt worden sind.

Eine schriftliche Einberufung zu jeder Versammlung des Verwaltungsrats wird an alle Verwaltungsratsmitglieder mindestens drei (3) Tage vor der Stunde, die für die Versammlung vorgesehen ist, ausgegeben, außer im Falle einer Dringlichkeit, wobei in diesem Fall die Art und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden. Ein Einberufungsschreiben ist nicht notwendig, falls jedes Verwaltungsratsmitglied dazu seine schriftliche Zustimmung, durch Kabel, Telegramm, Telex, E-Mail oder Telefax gegeben hat. Für eine Versammlung des Verwaltungsrats, die zu einer Stunde und an einem Ort abgehalten wird, welche in einer Entscheidung, die vorher durch den Verwaltungsrat angenommen wurde, festgelegt worden ist, ist eine besondere Einberufung nicht notwendig.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Versammlung des Verwaltungsrats durch ein schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex, E-Mail oder Telefax bevollmächtigten anderes Verwaltungsratsmitglied teilnehmen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere andere Verwaltungsratsmitglieder vertreten. Jedes Verwaltungsratsmitglied, das nicht physisch am Versammlungsort anwesend ist, kann an einer solchen Versammlung per Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmittel, bei denen alle an der Versammlung teilnehmenden Personen sich gegenseitig hören können, teilnehmen. Die Teilnahme an einer Versammlung durch solche Mittel ist der persönlichen Anwesenheit an einer solchen Versammlung gleichgestellt.

Die Gesellschaft kann nicht durch die einzelne Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds verpflichtet werden, es sei denn es besitzt eine ausdrückliche Vollmacht durch einen Beschluss des Verwaltungsrats.

Gültig verhandeln und handeln kann der Verwaltungsrat nur, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Versammlung des Verwaltungsrates anwesend oder vertreten sind. Entscheidungen werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden beziehungsweise vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Der Vorsitzende des Verwaltungsrates hat die ausschlaggebende Stimme.

Von allen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterschriebene Entscheidungen sind ebenso gültig und durchführbar wie jene, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und durchgeführten Versammlung getroffen werden. Diese Un-

terschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehrere Kopien derselben Entscheidung gemacht werden und können durch Brief, Kabel, Telegramm, Telex, Telefax und ähnlichen Mitteln belegt werden. Als Datum eines solchen Beschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift. Was die tägliche Verwaltung der Gesellschaft sowie Handlungen im Rahmen der Gesellschaftspolitik und des Gesellschaftszweckes angeht, kann der Verwaltungsrat seine Befugnisse an juristische Personen oder an natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen, delegieren.

Art. 24. Versammlungsprotokolle. Die Versammlungsprotokolle der Versammlungen des Verwaltungsrats werden durch den Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, durch dasjenige Verwaltungsratsmitglied, das den Vorsitz zeitweilig übernommen hat, unterschrieben.

Abschriften oder Auszüge von Protokollen, die vor Gericht oder anderswo vorgelegt werden sollen, werden durch den Vorsitzenden, den Sekretär oder durch zwei (2) Verwaltungsratsmitglieder unterschrieben.

Art. 25. Vertretung der Gesellschaft gegenüber Drittpersonen. Rechtlich gebunden wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die einzelne Unterschrift eines bevollmächtigten Direktors oder anderen Bevollmächtigten der Gesellschaft, der die entsprechende Vollmacht erhalten hat, oder durch die einzelne Unterschrift jeder anderen Person, der der Verwaltungsrat eine entsprechende Vollmacht gegeben hat.

Art. 26. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat bestimmt durch die Anwendung des Prinzips der Risikoverteilung die generelle Linie der Vermögensverwaltung und die Investitionspolitik ebenso wie die Richtlinien, die in der Verwaltung der Gesellschaft zu befolgen sind.

Art. 27. Interessenkonflikte. Kein Vertrag und kein Vergleich, den die Gesellschaft mit einer anderen Gesellschaft oder Firma abschließt, kann durch die Tatsache, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Direktoren der Gesellschaft irgendwelche Interessen in jener anderen Gesellschaft oder Firma als Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor oder Angestellter haben, beeinträchtigt oder ungültig gemacht werden.

Ein Verwaltungsratsmitglied oder Direktor der Gesellschaft, welcher lediglich Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag schließt oder in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen tritt, verliert dadurch nicht das Recht, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäftssachen in Verbindung stehen anbetrifft.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder Direktor ein persönliches Interesse in irgendeiner Transaktion der Gesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied oder Direktor der Gesellschaft den Verwaltungsrat von diesem persönlichen Interesse informieren, und wird weder mitberaten, noch am Votum über diese Transaktion teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder Direktors wird bei der nächsten Versammlung der Aktionäre erstattet.

Der im vorstehenden Absatz verwendete Begriff "persönliches Interesse" findet keine Anwendung auf Beziehungen und Interessen, die die Allianz Gruppe, deren Tochtergesellschaften oder verbundene Gesellschaften oder jeder anderen von dem Verwaltungsrat nach freiem Ermessen benannten Gesellschaft oder Firma betreffen.

Art. 28. Vergütungen des Verwaltungsrats. Die Generalversammlung kann den Verwaltungsratsmitgliedern als Entgelt für die geleisteten Dienste eine feste jährliche Summe zuteilen; solche Summen werden als allgemeine Ausgaben der Gesellschaft verbucht.

Außerdem können den Verwaltungsratsmitgliedern die von ihnen in Bezug auf die Gesellschaft getätigten Ausgaben vergütet bekommen, sofern sie angemessen sind.

Die Vergütung des Vorsitzenden und des Sekretärs des Verwaltungsrats sowie diejenigen der Generaldirektoren und Bevollmächtigten werden durch den Verwaltungsrat festgelegt.

Art. 29. Anlageberater, Portfolio-Verwalter, Depotbank, und andere Vertragsparteien. Die Gesellschaft kann einen Anlageberatervertrag abschließen, um bei der Verwaltung ihres Portfolios Beratung und Beistand zu erhalten. Sie kann ebenfalls mit einem oder mehreren Anlageverwalter Verwaltungsverträge abschließen.

Außerdem kann die Gesellschaft Serviceverträge mit andern Parteien eingehen. Dies beinhaltet unter anderem den Einsatz eines Zentralverwalters für die Verwaltung der Gesellschaft, der die Rolle der "administration centrale" im Sinne des Rundschreibens des Institut Monétaire Luxembourgeois n°1991/75 vom 21. Januar 1991 übernimmt.

Die Gesellschaft wird mit einer Bank (im folgenden "Depotbank"), die den Anforderungen des Gesetzes vom 13. Februar 2007, so wie es abgeändert worden ist und werden wird, betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen, gerecht wird, einen Depotbankvertrag abschließen. Alle übertragbaren Wertpapiere und das Bargeld der Gesellschaft werden von der Depotbank oder für das Konto der Gesellschaft gehalten. Die Depotbank wird gegenüber der Gesellschaft und ihren Aktionären die gesetzlichen Verantwortungen tragen.

Falls die Depotbank den Vertrag kündigen möchte, tut der Verwaltungsrat sein Bestes, um eine andere Depotbank zu ermitteln, welche an die Stelle der kündigenden Depotbank tritt; der Verwaltungsrat wird die betreffende Bank als neue Depotbank ernennen. Der Verwaltungsrat ist dazu berechtigt, der Depotbank zu kündigen; eine Kündigung wird jedoch erst wirksam, wenn eine neue Depotbank den vorgehenden Bestimmungen zufolge als Nachfolgerin ernannt wurde.

7. Wirtschaftsprüfer

Art. 30. Wirtschaftsprüfer. Die Geschäfte der Gesellschaft und ihre Finanzlage, insbesondere ihre Buchführung werden durch Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé") kontrolliert, welcher die Bedingungen erfüllt, die das Gesetz vom 13. Februar 2007, so wie es abgeändert worden ist und werden wird, betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen, in Bezug auf Seriosität und Berufserfahrung vorschreibt. Die Wirtschaftsprüfer werden von der Generalversammlung ernannt.

8. Jahresabschluss

Art. 31. Jahresabschluss, Geschäftsjahr. Den Anteilseigner wird der überprüfte Jahresabschluss der Gesellschaft innerhalb von einhundert zwanzig (120) Tage nach dem Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft zur Verfügung gestellt.

Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember des gleichen Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das am Gründungstag beginnt und am 31. Dezember 2011 endet.

Art. 32. Gewinnverwendung. Die Aktionäre jeder Aktienklasse beschließen auf der jährlichen Generalversammlung, auf Vorschlag des Verwaltungsrates hin, falls und wenn den Betrag der Ausschüttungen, innerhalb der Grenzen des Gesetzes vom 13. Februar 2007, zugunsten der Aktionäre der Gesellschaft vorgenommen werden.

Zwischendividenden können, unter den gesetzlichen Bedingungen und auf Beschluss des Verwaltungsrates, auf Aktien ausgezahlt werden. Der Verwaltungsrat wird Cash Flow und Liquidität der Gesellschaft regelmäßig analysieren und prinzipiell vom Mittel der Zwischendividende Gebrauch machen, wenn nicht alle Aktionäre widersprechen.

Ausschüttungen, die nicht innerhalb einer Frist von fünf (5) Jahren beginnend am Datum ihrer Auszahlung gefordert werden, werden ihren Nutznießern aberkannt und der Gesellschaft zugesprochen.

Um den Investoren den Ertrag eines Verkaufs von unterliegenden Guthaben und/oder anderen Einkommen, welche nicht weiter angelegt werden, rück zu erstatten, kann der Verwaltungsrat, anstatt entweder der Generalversammlung der Aktionäre eine Dividendenausschüttung vorzuschlagen oder eine Zwischendividende auszuführen, entscheiden den Rückkauf von Aktien oder Bruchteile dieser zu veranlassen entsprechend den Bedingungen des oben erwähnten Artikel 12.2. Der Verwaltungsrat ist befugt, mit dem Einverständnis der Aktieninhaber, die Ausschüttung/Zahlung von Wertpapieren von Portfolio-Gesellschaften als Sachleistung durchzuführen.

9. Auflösung und Liquidation

Art. 33. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft. Zu jeder Zeit kann die Generalversammlung durch einen Beschluss unter Einhaltung der Quorum- und Mehrheitserfordernisse, wie in Artikel 18 festgelegt, die Gesellschaft auflösen.

Sobald das Kapital der Gesellschaft unter den zwei Dritteln des Mindestkapitals, so wie es vom luxemburgischen Gesetz vom 13. Februar 2007 vorgesehen wird, fällt, muss der Verwaltungsrat die Frage der etwaigen Auflösung der Gesellschaft den Aktionären in der Generalversammlung unterbreiten. Die Generalversammlung, für die kein Quorum nötig ist, wird mit einfacher Mehrheit der an der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird auch an die Hauptversammlung der Aktionären weitergeleitet werden, sobald das Kapital unter ein Viertel des Mindestkapitals fällt, wie durch das Gesetz vom 13. Februar 2007 vorgesehen. In diesem Fall, wird die Hauptversammlung ohne Beschlussfähigkeitsauflagen abgehalten und die Auflösung kann von den Aktionären, die ein Viertel der anwesenden oder vertretenen Aktien halten, beschlossen werden.

Die Versammlung muss innerhalb einer Frist von vierzig (40) Tagen vom Tag der Feststellung der Tatsache, dass das Nettovermögen der Gesellschaft unter zwei Drittel oder ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, je nachdem, einberufen werden.

Die Ausgabe neuer Aktien durch die Gesellschaft wird am Tag der Veröffentlichung der Einberufung zur Generalversammlung der Aktionäre, an der die Auflösung und die Liquidierung der Gesellschaft vorgeschlagen werden wird, eingestellt.

In diesem Fall werden ein oder mehrere Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können) von der Generalversammlung der Aktionäre, die ebenfalls ihre allgemeine Befugnisse und Abfindung bestimmt, ernannt, um unter der Aufsicht der relevanten überwachenden Behörde die Vermögenswerte der Gesellschaft in den besten Interessen der Aktionäre zu veräußern.

Der Erlös der Liquidation wird von den Liquidatoren netto, abzüglich aller Liquidationsausgaben, unter den Inhabern von Aktien in jeder Klasse in Übereinstimmung mit ihren jeweiligen Rechten verteilt werden. Die Summen, die am Ende des Liquidationsprozesses von Aktionären nicht gefordert werden, werden, in Übereinstimmung mit der luxemburgischen Gesetzgebung, in der Caisse de Consignations in Luxemburg hinterlegt. Falls diese Beträge nach Ablauf einer Frist von fünf (5) Jahren noch nicht verlangt wurden, verjähren sie und ein Anspruch darauf kann nicht mehr erhoben werden.

Art. 34. Schluss einer Aktienklasse. Der Verwaltungsrat kann zu jedem Moment den Schluss irgendeiner Aktienklasse beschließen. Im Fall vom Schluss einer Aktienklasse, unterliegen die Aktien der Aktionäre einem verbindlichen Rückkauf gegen Bareinlagen zum Nettoinventarwert pro Aktie bestimmt am Tag des Inkrafttretens einer solchen Entscheidung.

Vor dem Tag des Inkrafttretens des verbindlichen Rückkaufs benachrichtigt die Gesellschaft die betroffenen Aktionäre der relevanten Aktienklassen und gibt in dieser Benachrichtigung die Gründe des verbindlichen Rückkaufs und das Verfahren der Rückkaufsoperationen an.

Anträge zur Zeichnung von Aktien dieser Aktienklasse werden ab dem Zeitpunkt der Bekanntgabe des Schlusses der betroffenen Aktienklasse eingestellt.

Vermögenswerte, die nicht an ihre Eigentümer nach der Durchführung des Rückkaufs ausgeschüttet werden können, werden für sechs (6) Monate bei der Depotbank hinterlegt; nach diesem Zeitraum werden die Vermögenswerte bei der Caisse de Consignations im Namen der Besitzer hinterlegt.

Alle zurückbezahlten Aktien werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert.

Art. 35. Von der Gesellschaft getragene Ausgaben. Die Depotbank, die Zahlstelle und die Zentralverwaltung haben das Recht Vergütungen aus dem Vermögen der Gesellschaft zu empfangen, wie in den Verträgen zwischen ihnen und der Gesellschaft festgelegt ist und in Übereinstimmung mit dem Gewohnheitsrechts des Bankenwesens. Außerdem werden angemessene Auslagen und Ausgaben dieser Dienstleister der Gesellschaft wie angemessen belastet.

Die Gesellschaft wird ebenfalls alle anderen Kosten tragen, die bei der Tätigkeit der Geschäfte der Gesellschaft entstanden sind, inklusive, und zwar ohne Begrenzung, Kosten für Anlageberatung, Unternehmensberatung und Verwaltung, Steuern und Kosten für Rechtsberatung und Prüfung der Jahresberichte, Prüfungskosten der Anlagen, Kosten für Büro und Personal, für Zwischengesellschaften, durch Anlagestruktur oder Direktanlagen bedingte Zahlungen (z.B. im Bezug auf Verwaltungskosten und Kapitalabrufkosten), für Börsennotierungen und deren Aufrechterhaltung, die Druckkosten der Aktienzertifikate, der Aktionärsberichte, der Private Placement Memoranda, angemessene Vertriebs- und Werbekosten, die Kosten für das Vorbereiten, das Übersetzen und das Drucken in verschiedenen Sprachen, alle angemessene Ausgaben der Verwaltungsratsmitglieder, die Reisekosten der Aktieninhaber (Kosten der Anreise zur Generalversammlung der Aktionäre), Registrierungsgebühren und andere den Überwachungsbehörden in den betreffenden Gerichtsbarkeiten zu zahlenden Kosten, Versicherungskosten, Zinsen, Brokergebühren sowie die Kosten von Veröffentlichungen.

Die Gründungskosten der Gesellschaft werden von dieser getragen und werden nicht abgeschrieben.

Die Gesellschaft trägt alle ihre laufenden Ausgaben, wie in Artikel 11 beschrieben.

Zur Klarstellung sei bemerkt, dass nichts in dieser Satzung einen unmittelbaren Anspruch Dritter auf irgendwelche Vergütungen oder Kostenerstattungen gewährt; etwaige Vergütungen oder Kostenerstattungen können sich ausschließlich aus den zwischen der Gesellschaft und den Dritten abgeschlossenen Dienstleistungsverträgen ergeben.

Art. 36. Satzungsänderung. Die vorliegende Satzung kann jederzeit geändert werden und zwar durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, die den Bedingungen betreffend Quorum und Mehrheit, wie es das luxemburgische Gesetz vorsieht, unterworfen ist.

Art. 37. Allgemeine Bestimmungen. Alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, werden von den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung, sowie vom Gesetz vom 13. Februar 2007 und von jedem anderen anwendbaren Gesetz geregelt.

Zeichnung und Bezahlung

Die Zeichner haben folgende Anteilsanzahlen gezeichnet und haben die folgenden Beträge in bar gezahlt:

Name des Anteilseigners	Gezeichnetes Kapital	Eingezahltes Kapital	Anzahl der Anteile
Allianz Lebensversicherungs-AG	EUR 47.320,-	EUR 47.320,-	47.320
Allianz Pensionskasse AG	EUR 2.680,-	EUR 2.680,-	2.680

Nachweis dieser Zahlungen wurde wie ausdrücklich dem unterzeichnenden Notar gegenüber angegeben erbracht.

Erklärung

Der unterschreibende Notar erklärt, dass die Bedingungen, die in Artikel 26 des Luxemburger Gesetzes von 1915 über Handelsgesellschaften aufgezählt sind, erfüllt sind.

Ausgaben

Die Ausgaben, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ca sechstausend Euro geschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Die oben erwähnten Personen, die das gesamte gezeichnete Kapital repräsentieren und sich selbst als ordnungsgemäß benachrichtigt betrachten, müssen unverzüglich eine außerordentliche Generalversammlung abhalten.

1. Die folgenden Personen wurden bis zur jährlichen Generalversammlung, die 2014 abgehalten wird, zum Verwaltungsratsmitglied bestellt.

- Herr Alain Jean Pierre Schaedgen, geschäftsansässig in 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxemburg , Großherzogtum Luxemburg;

- Herr Johannes Christian Maria Zarnitz, geschäftsansässig in 484, Keizersgracht, NL-1017 Amsterdam, Niederlande; und

- Dr. Felix Benedikt , geschäftsansässig in 14, boulevard F.D. Roosevelt, L2450 Luxemburg , Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgende Person ist als unabhängiger Wirtschaftsprüfer ausgewählt worden, für einen Zeitraum, der mit der jährlichen Generalversammlung im Jahr 2012 endet:

- KPMG Audit S.à r.l., mit der Geschäftsanschrift 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg (R.C.S. Luxemburg, Sektion B Nummer 103 590).

3. Die Geschäftsanschrift der Gesellschaft lautet 14, boulevard F. D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der oben genannten Parteien, diese Urkunde auf Englisch abgefasst ist und dass auf sie eine deutsche Version folgt; auf Anfrage der selben anwesenden Parteien, geht im Falle einer Diskrepanz zwischen dem englischen und deutschen Text die englische Version vor.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer der erschienenen Parteien, welcher dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, hat derselbe die gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: T. LOCHEN, J.-J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 29. November 2011. EAC/2011/15950. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75,-EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2011165144/1182.

(110191390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2011.

Luxembourg Fund Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 150.332.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011148218/10.

(110172331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

LuxAcoustic, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8211 Mamer, 41, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 143.853.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011148219/10.

(110172158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

LuxAcoustic, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8211 Mamer, 41, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 143.853.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011148220/10.

(110172159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Lambres Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 131.316.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
Lambres Investments S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2011148221/12.

(110172072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Le Tire-Bouchon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4762 Pétange, 157, rue de Niederkorn.

R.C.S. Luxembourg B 38.073.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011148223/10.

(110172067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Les Nanas Coiff S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3730 Rumelange, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 148.434.

Le bilan arrêté au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 28 octobre 2011.

Pour LES NANAS COIFF' SARL

Fiduciaire Roger Linster

p. d. Viviane Roman

Référence de publication: 2011148224/13.

(110172593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Loginter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 29.725.

Les documents de clôture de l'année 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch.

Pour LOGINTER S.à r.l.

AREND CONSULT S.à r.l., Mersch

Signature

Référence de publication: 2011148228/13.

(110172205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Lorima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 99, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 107.346.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2011148229/10.

(110172567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

LTV Luxembourg Télé- & Vidéo-Productions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6165 Ernster, 27, rue de Rodenbourg.
R.C.S. Luxembourg B 84.067.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2011.
Paul DECKER
Le Notaire

Référence de publication: 2011148230/12.

(110172554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Lux Repair S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 133.134.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2011148232/10.

(110172570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Lux Brooker S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 161, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 105.938.

L'an deux mil onze, le vingt-cinq octobre.

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société LUX BROOKER S.A., avec siège à L-1724 Luxembourg, 25, Boulevard du Prince Henri, constituée aux termes d'un acte reçu par Maître André SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 1^{er} février 2005, publié au Mémorial C numéro 515 du 31 mai 2005, inscrite au Registre de Commerce à Luxembourg sous le numéro B 105.938 et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Pierre LECLERCQ, directeur technique, demeurant à Everlange,

qui désigne comme secrétaire Madame Véronique GILSONBARATON, employée privée, demeurant à Garnich.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Dominique BERGER, secrétaire, demeurant à Everlange.

Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires sont renseignés sur une liste de présences, laquelle, après avoir été signée ne varietur, restera annexée aux présentes.

Monsieur le président constate, et l'assemblée approuve, que toutes les 100 actions émises de la société sont valablement représentées, ainsi qu'il résulte de la liste de présences susmentionnée et que tous les actionnaires présents ou représentés renoncent à toute convocation supplémentaire affirmant avoir connu à l'avance l'ordre du jour de la présente assemblée.

Ceci exposé, Monsieur le Président met au vote la résolution suivante, approuvée à l'unanimité:

Siège social:

Le siège de la société est transféré à L-8030 Strassen, 161, rue du Kiem.

La première phrase de l'article 2 des statuts sera désormais libellée comme suit:

«Le siège social est établi dans la Commune de Strassen.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée est levée.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentaire, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite aux membres du bureau, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et résidences, tous ont signé ensemble avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P. LECLERCQ, D. BERGER, V. BARATON, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 26 octobre 2011. Relation: CAP/2011/4139. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 27 octobre 2011.

Référence de publication: 2011148231/38.

(110172466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Lux-Halal Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 11, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 146.286.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2011.

Mme Nadia MOKHLESS épouse MAKNI / M. Mohsen MAKNI

Gérant administratif / Gérant technique

Référence de publication: 2011148233/12.

(110172250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Luxembourg Corporation Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 37.974.

Une liste des fondés de pouvoirs de la Société Luxembourg Corporation Company S.A. en fonction au 1^{er} Octobre 2011 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A

Signatures

Référence de publication: 2011148234/12.

(110171983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Luxgsm S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1235 Luxembourg, 1, rue Emile Bian.

R.C.S. Luxembourg B 43.290.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour LUXGSM SA

Marcus Friedrich

Directeur Administratif et Financier

Référence de publication: 2011148235/13.

(110172122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

LVHF Luxe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 86.570.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 12 octobre 2011

En date du 12 octobre 2011, l'assemblée générale des actionnaires a décidé:

- de transférer le siège social de la société au 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg.
- de nommer administrateur, en remplacement des administrateurs démissionnaires, leur mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016:

* Monsieur Francesco ZITO, demeurant professionnellement à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

* Monsieur Vincent TUCCI, demeurant professionnellement à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

* SUNNYSIDE INVEST & TRADE S.A., avec siège social à Withfield Tower, third floor, 4792 Coney Drive, 1777 Belize City, Belize, inscrite au Registre des International Business Companies sous le numéro 88093, ayant désigné comme représentant permanent Monsieur Vincent Tucci, prénommé.

- de nommer, en qualité de Président du Conseil d'administration, Monsieur Francesco ZITO, prénommé.

- de nommer, en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire, la société anonyme FIDUCIAIRE BEAUMANOIR S.A., ayant son siège social à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, R.C.S. Luxembourg B 52.618, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011148238/22.

(110171796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

M E C S. à r.l. Entreprise générale de construction, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5441 Remerschen, 6, rue Schenk.

R.C.S. Luxembourg B 115.252.

Le bilan arrêté au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 28 octobre 2011.

Pour MEC SARL Entreprise générale de construction

Fiduciaire Roger Linster

p.d. Viviane Roman

Référence de publication: 2011148239/13.

(110172596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

M. Q. Realisation SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4275 Esch-sur-Alzette, 4, place de la Paix.

R.C.S. Luxembourg B 153.663.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011148240/9.

(110172535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

M-Pire S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4435 Soleuvre, 51, rue de la Croix.

R.C.S. Luxembourg B 129.230.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour M-PIRE S.A R.L.

Signature

Référence de publication: 2011148241/12.

(110172092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Macquarie Aircraft Leasing Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 37, rue du Saint Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 121.660.

Les comptes annuels pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2011 ainsi que les documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2011.

Référence de publication: 2011148242/11.

(110171835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Magic Production Group (M.P.G.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2632 Findel, rue de Trèves, Findel Business Center, Complexe B.

R.C.S. Luxembourg B 81.825.

Les adresses des administrateurs suivants ont changées:

- Monsieur Lino MONCADA, administrateur de la Société, réside dorénavant au Via S. Pertini N. 21, 20090 Segrate (Milano), Italie;

- Monsieur Alessandro NERVEGNA, administrateur de la Société, réside dorénavant au Via Tarramino N. 11 bis, 12055 Diano d'Alba, Italie;

- Monsieur Piero ROSINA, administrateur-délégué de la Société, réside dorénavant au Via Giovio Paolo N. 15, 20144 Milano, Italie.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 octobre 2011.

Référence de publication: 2011148243/16.

(110171860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Management Co-operative Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 123.689.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011148245/10.

(110172498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Mc Millan Information Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 56.516.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011148247/9.

(110171862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Metatech International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 127.895.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011148248/9.

(110172202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Mike SCHAACK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4167 Esch-sur-Alzette, 22, Sentier de Kayl.

R.C.S. Luxembourg B 47.156.

Les décomptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011148249/10.

(110172066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Mission Systems International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.600.000,00.

Siège social: L-1134 Luxembourg, 22, rue Charles Arendt.

R.C.S. Luxembourg B 160.483.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une cession en date du 27 octobre 2011 que toutes les 64.000 parts sociales détenues par ITT Water Technology Delaware, Inc. dans la Société ont été transférées à Exelis Inc., de sorte qu'Exelis Inc., avec effet au 27 octobre 2011 est l'associé unique de la Société détenant toutes les 64.000 parts sociales de la Société.

Luxembourg, le 27 octobre 2011.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2011148251/15.

(110172322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Mistral S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 87.672.

—
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2011.

Mistral S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2011148252/15.

(110172398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Magistra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 111.921.

—
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2011148255/13.

(110172516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Malherbes Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 98.830.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011148257/10.

(110172425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Manuloc International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 69.073.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832

L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2011148258/13.

(110172302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Equity Index Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 164.151.

—
STATUTES

In the year two thousand eleven, on nineteenth of October.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

Ardennes Investments S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg and in the course of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register,

hereby represented by Mrs. Audrey MUCCIANTE, Avocat à la Cour, residing in Luxembourg, by virtue of proxy established on 18 October 2011; the said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Bayard Investments S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg and in the course of registration with the Luxembourg trade and companies register.

Hereby represented by Mrs. Audrey MUCCIANTE, prenamed, by virtue of proxy established on 18 October 2011; the said proxy, signed ne varietur by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Title I. - Denomination - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Legal form. There is hereby formed a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by present laws, especially the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (the "Companies' Law") and the present articles of association (the "Articles").

Art. 2. Denomination. The denomination of the Company is "Equity Index Investments S.à r.l.".

Art. 3. Registered office.

3.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg City.

3.2 It may be transferred within the municipality of Luxembourg City upon a resolution of the board of managers of the Company.

Art. 4. Corporate object.

4.1 The Company shall have as its business purpose to hold directly or indirectly (including, without limitation, through a trust) participations, securities and bank deposits, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, government bodies or trusts, to acquire by purchase, subscription, or in any other manner as well as to transfer by sale, sale and repurchase, exchange or otherwise stock, bonds, debentures, notes, profit participating instruments and other securities of any kind (including derivatives), to possess, to administer, to develop and to manage its portfolio.

4.2 The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

4.3 The Company may more particularly lend money to, or invest in any form moneys in, (i) its shareholders, group or affiliated companies of its shareholders, (including any trust in which affiliated companies have a direct or indirect interest) and (ii) professional market parties and group or affiliated companies of professional market parties (including special purpose vehicles set up by, or jointly with professional market parties). Loans to, or investments in retail clients are excluded.

4.4 The Company may enter into derivative transactions with its shareholders, group or affiliated companies of its shareholders (including any trust in which affiliated companies have a direct or indirect interest) professional market parties and group or affiliated companies of professional market parties.

4.5 The Company may provide collateral and enter into all types of security documents for the purpose of securing its own obligations and obligations and expenses of its parent, or obligations and exposure of any group or affiliated company.

4.6 The Company may also enter into forward sale agreements, including any prepaid forward agreement.

4.7 The Company may borrow in any form (excluding however the taking of loans from the public or the taking of deposits from the public).

4.8 In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. Duration. The Company is formed for an unlimited period.

Title II. - Capital - Shares - Share premium - Redemption of shares

Art. 6. Corporate Capital.

6.1 The share capital may be represented by ordinary shares (the "Ordinary Shares") and preferred shares (the "Preferred Shares" and, together with the Ordinary Shares, the "Shares") having such rights and obligations as set out in the present Articles.

6.2 The issued share capital of the Company is fixed at fourteen thousand Euros (EUR 14,000.-) divided into ten thousand (10,000) Ordinary Shares and four thousand (4,000) Preferred Shares, each Share with a nominal value of one Euro (EUR 1.-).

6.3 Unless the general meeting of shareholders or, as the case may be, the board of managers, when declaring a dividend, otherwise determines in its absolute discretion, all the Shares are entitled to distributions in respect of their Aggregate Value.

6.4 The funds received as share premium of the Shares upon issuance of the Shares (if applicable) are allocated to a special premium reserve, except for those allocated to the legal reserve. The special premium reserve is at the free disposal of the shareholders and the board of managers, as the case may be.

Art. 7. Shares, transfer and redemption.

7.1 Shares are freely transferable among shareholders provided that, except at incorporation, there is only one holder of Preferred Shares at any time. Transfer of Shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters of the corporate capital and the consent of the board of managers, such a consent not to be unreasonably withheld. For all other questions relating to a transfer of shares, the provisions of articles 189 and 190 of the Companies' Law shall apply.

7.2 Each Share is indivisible with regard to the Company, which admits only one (1) owner for each of them.

7.3 Each Share gives right to one vote.

7.4 The holder of Preferred Shares may request redemption of all of their Preferred Shares by delivery to the Company of a notice which shall specify the date of effective redemption of the Preferred Shares, the number of Preferred Shares to be repurchased, and containing a share repurchase agreement for the purpose of effecting the repurchase in accordance with Luxembourg law. Such notice shall be sent to the Company no less than five (5) Business Days before the date of effective redemption. The board of managers shall redeem such Preferred Shares subject to the availability of distributable reserves or profits determined by the board of managers on the basis of relevant interim accounts.

7.5 Each Preferred Share shall be redeemed at its Variable Value as determined on the Redemption Date.

7.6 The Preferred Shares shall not be convertible into Ordinary Shares and the Ordinary Shares shall not be convertible into Preferred Shares.

Art. 8. Events on shareholders. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 9. Rights of shareholders.

9.1 A shareholder as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a shareholder cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the Company, nor become involved in any way in its administration.

9.2 In order to exercise their rights, shareholders have to refer to financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 10. Composition of board of managers.

10.1 The company is administered by three (3) or more managers, with a majority of managers resident in Luxembourg, not necessarily shareholders, appointed by the general meeting of shareholders with or without limitation to their period of office. The number of managers, their powers and remuneration are fixed by the general meeting of shareholders.

10.2 Shareholders holding together a majority or more of the Ordinary Shares shall be entitled to submit to the shareholders' meeting a list of managers containing in any case one more candidate than the number of managers to be appointed, out of which the shareholders' meeting shall appoint three (3) managers. The holders of Preferred Shares are not entitled to submit any candidate for manager to the shareholders' meeting.

10.3 The general meeting of shareholders has the power to remove managers at any time without giving reasons. Any new appointment of managers shall be made in compliance with Article 10.2 above.

10.4 In the event of any vacancy on the board of managers, the remaining managers have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

Art. 11. Procedure of board of managers' meetings.

11.1 The managers may elect amongst themselves a person who will act as the chairman of the board. In the absence of the chairman, another manager may preside over the meeting. The chairman's duties consist in supervising the compliance of the board proceedings with the terms of this article 11 and in chairing meetings of the board of managers.

11.2 Unless stated otherwise in these articles of association, the managers may regulate their proceedings as they think fit. No business may be transacted at a board of managers' meeting unless the meeting is held in Luxembourg.

11.3 The chairman or any manager may call a meeting of the board of managers as often as the interest of the Company so requires with a notice of not less than one (1) clear day. The notice period may be waived provided all the managers are attending the managers' meeting in person or by proxyholder, or, if not attending, confirm their agreement for the managers' meeting to be held validly without notice. The notice, which may be sent by courier, registered or simple mail, electronic mail or fax, will provide in reasonable detail the matters to be discussed at the meeting.

11.4 Meetings of the board of managers are quorate, if at least two (2) board members are (i) present or represented at the meeting and (ii) are physically present in Luxembourg.

11.5 Any manager who is physically present in Luxembourg throughout the meeting may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another, it being understood that no manager who is physically present outside Luxembourg shall be permitted to participate in a meeting of the board whether by these means or otherwise. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

11.6 If a manager is unable to attend a board of managers' meeting, he may give a written proxy to another manager who will be physically present at the meeting in order for such proxy holder to vote in his name at the board of managers' meeting. In case there is only one (1) manager, his resolutions are validly adopted if in writing.

11.7 Resolutions of the board of managers in a meeting are validly passed if a simple majority of the managers that are present or represented vote in favour of the resolution. Each manager is entitled to one (1) vote unless he also acts as a proxy holder in which case he has one (1) additional vote per proxy.

11.8 The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by the chairman and/or the secretary in Luxembourg, and held at the registered office of the Company. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any manager.

11.9 Circular resolutions signed by all members of the board of managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held, provided that a circular resolution shall be valid and effective only if each member of the board of managers has signed such circular resolution at a time when he/she is physically present in Luxembourg. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution. The date of such circular resolution shall be the date of the last signature.

Art. 12. Powers of the management.

12.1 The board of managers is vested with the broadest powers, which are not reserved as a matter of law or by the articles of association to the general shareholders' meeting, to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

12.2 The board of managers represents the Company towards third parties and any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the board of managers.

Art. 13. Delegation of powers - Liability.

13.1 The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management ("gestion journalière") of the company to one (1) or more Luxembourg resident managers, who will be called "Director(s)".

13.2 The board of managers may also appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole signature, but only within the limits to be determined by the power of attorney. There may be no overall delegation of all or substantially all management powers to any third party.

13.3 Unless special decisions have been reached concerning the authorised signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of managers pursuant to this article (in particular, for all matters of daily management for which the Company is committed by the signature of any one (1) Director), the Company is bound by the joint signature of any two (2) managers.

13.4 No manager assumes, by reason of his position, a personal liability in relation to commitments regularly made by him in the name of the Company. A manager is a simple authorised agent and is responsible only for the execution of his mandate.

Title IV. - General meeting of the shareholders

Art. 14. Procedural rules for shareholders' meetings.

14.1 The sole shareholder shall exercise all powers vested with the general meeting of shareholders under section XII of the Companies' Law.

14.2 All decisions exceeding the powers of the board of managers shall be taken by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of the shareholders. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

14.3 In case there is more than one but less than twenty-five shareholders, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the board of managers. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

14.4 General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.

Title V. - Financial year - Profits - Reserves - Interim dividends - Liquidation

Art. 15. Financial year. The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

The shareholder(s) of the Company may shorten the term of the financial year at any time.

Art. 16. Annual statutory accounts.

16.1 Each year, as of the thirty-first of December, the board of managers will draw up a balance sheet, which will (i) contain a record of all movable and immovable property of, and all the debts owed to and by, the Company and (ii) be accompanied by an annex summarising all the commitments of the Company and debts of the managers and/or auditors to the Company.

16.2 At the same time the board of managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the above-mentioned balance sheet.

16.3 Each shareholder may inspect at the registered office the balance sheet, the inventory and the profit and loss account during the fortnight preceding the annual general meeting.

Art. 17. Distributions.

17.1 The credit balance of the profit and loss account, after deduction of expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

17.2 Each year, five per cent of the net profit will be transferred to the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the nominal capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, any time and for any reason whatever, it has been reduced below such proportion. The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders and the board of managers, as the case may be.

17.3. Each Share entitles its holder to dividends calculated and payable subject to the availability of distributable reserves or profits and to be distributed upon proposal of the board of managers.

Art. 18. Interim Dividend.

18.1 The board of managers is authorised to declare, as often as it deems appropriate and at any moment in time during the financial year, the payment of interim dividends to the Shares subject only to three conditions: i) the board of managers may only take the decision to distribute interim dividends on the basis of interim accounts; ii) the date of the interim accounts may not be dated earlier than 3 weeks at the date of the relevant board meeting; and iii) the interim accounts, which may be unaudited, must show that sufficient distributable amounts exist.

18.2 The distributable amounts are equal to the net profit realised since the end of the last financial year or the incorporation, as the case may be, plus any profits carried forward and sums drawn down from reserves available for distributions (including any share premium), less losses carried forward and any sums to be placed to mandatory reserves pursuant to the requirements of the Companies' Law or of the Articles.

Art. 19. Liquidation.

19.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be shareholders, designated by the meeting of shareholders at by the majority defined by article 142 of the Companies' Law.

19.2 The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the debts.

19.3 After payment of all the debts and liabilities of the Company (including declared but unpaid dividends, if any) and the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in the following order and rank of preference:

- i. to the holder of the Preferred Shares an amount equal to the aggregate of the Variable Values of the Preferred Shares then in issue as determined at the Capital Return Date; and
- ii. to the holders of the Ordinary Shares, in reimbursement of the par value of the Ordinary Shares any liquidation surplus associated thereto.

Art. 20. Applicable laws. All matters not specifically provided for in the Articles, shall be governed by existing applicable laws.

Art. 21. Definitions. "Aggregate Settlement Amount" means, the aggregate of the following amounts calculated with respect to each Settlement Amount arising under each Applicable Terminated Forward, in each case which would be deemed to have become due during the period from (and including) the date of the relevant Applicable Terminated Forward's Entry Date to (and including) the Capital Return Date:

$$[ASA_{(i-1)} \times \{ + Ex(RD_N / 360) + SA_{(i)} \}]$$

where:

ASA_(i-1) means:

(a) with respect to the calculation of the Aggregate Settlement Amount made on the first Roll Date to occur after the relevant Applicable Terminated Forward's Exit Date, the Settlement Amount applicable to that Applicable Terminated Forward; and

(b) thereafter, the Aggregate Settlement Amount with respect to that Settlement Amount as calculated at the immediately preceding Roll Date;

E means EURIBOR determined on the immediately preceding Roll Date for the Calculation Period starting on that Roll Date;

RD_N means: (a) subject to paragraph (b), the actual number of days in the period from (and including) the first day of the relevant Calculation Period to (but excluding) the last day of the relevant Calculation Period; or (b) in circumstances where the Capital Return Date occurs on a date other than a Roll Date, the actual number of days in the period from (and including) the Roll Date falling immediately before the Capital Return Date (or, where no Roll Date has occurred, the applicable Exit Date) to (but excluding) the Capital Return Date;

SA_(i) means any Settlement Amount payable on Roll Date.

"Aggregate Value" means with respect of each Share its nominal value increased by any share premium paid on such Share.

"Applicable Current Forward" means, any Applicable Forward whose Exit Date has not occurred or has not been deemed to have occurred before the Capital Return Date.

"Applicable Forward" means any Forward which has been deemed to be entered into by the Counterparty with the Company on the Applicable Forward's Entry Date with the inclusion of the Variable Fields set out in the Forward Register as being applicable to that Forward.

"Applicable Terminated Forward" means an Applicable Forward which has been deemed to be entered into by the Counterparty with the Company where the Exit Date of that Applicable Forward has occurred or has been deemed to occur before the Capital Return Date.

"Articles" means as defined under Article 1. of these articles of association.

"Business Day" means a day, other than a Saturday or a Sunday, on which banks are open for the general business in London and Luxembourg and which is a TARGET Day.

"Calculation Period" means, with respect to any determination of an Aggregate Settlement Amount relating to any Applicable Forward:

(a) the period starting on (and including), the Applicable Forward's Exit Date and ending on (but excluding) the immediately following Roll Date; and

(b) thereafter, each period starting on (and including) a Roll Date and ending on (but excluding) the immediately following Roll Date.

"Capital Return Date" means the earlier to occur of (a) the Redemption Date, and (b) the date on which the assets of the Company are valued for the purposes of returning capital on the Shares pursuant to Article 19.3, which date must also be a Business Day.

"Companies' Law" means as defined under Article 1. of these Articles.

"Counterparty" with respect to an Applicable Forward, has the meaning given to such term in that Applicable Forward.

"Early Termination Date" has the meaning given to such term in the relevant Applicable Forward.

"Entry Date" means, with respect to each Applicable Forward, the date on which such Forward has been deemed to have been entered into (as recorded in the Forward Register).

"EURIBOR" means, in relation to any amount for any period of calculation:

(a) the display rate per annum (expressed as a decimal and not a percentage) of the offered quotation for deposits in euro for the relevant period which appears on the Reuters Screen EURIBOR01 page as of 11.00 a.m. (Brussels time) on the relevant EUR Quotation Day (and if no rate appears for that period, the rate shall be determined by or on behalf of the Company by using linear interpolation between the rate appearing for the period next shorter than that period and the rate appearing for the period next longer than that period); or

(b) if the display rate cannot be determined under paragraph (a) above, the rate (expressed as a decimal and not a percentage) determined by or on behalf of the Company in its absolute discretion.

"EUR Quotation Date" means, in relation to any period for which EURIBOR is to be determined, the day that is two TARGET Days preceding the first day of that period.

"Exit Date" means, in relation to each Applicable Forward, the earlier of (i) its Early Termination Date, and (ii) its Scheduled Valuation Date, in each case, as recorded in the Forward Register.

"Fair Value" means, with respect to each Applicable Forward, the aggregate of the amounts that would have been deemed to have been payable by the Company on termination of the relevant Applicable Forward (determined in EUR) on the assumption that all payments deemed to be made under such Applicable Forward on or before the Capital Return Date have been deemed to have been paid in full when originally due, in each case, as determined by or on behalf of the Company acting reasonably and in good faith, where if such termination amount is payable from the Counterparty to the Company, the Fair Value of such Applicable Forward shall be the negative value of such amount for the purposes of calculating the Preferred Share Adjustment Amount.

"Forward" means an equity basket forward transaction evidenced substantially in the form of the Forward Template.

"Forward Register" means a register maintained by the board of managers and indicating from time to time the Applicable Forwards, their respective Entry Date, their respective Exit Date, the Variable Fields and any other information the board of managers may determine from time to time.

"Forward Template" means the pro-forma long form confirmation substantially agreed from time to time by the board of managers of the Company with the shareholders of the Company at that time.

"Ordinary Shares" means as defined under Article 6.1. of these Articles.

"Preferred Share" means as defined under Article 6.1. of these Articles.

"Preferred Share Adjustment Amount" means on the Capital Return Date, for each Preferred Share, the amount calculated by or on behalf of the Company applying the following formula:

$$D + \text{€}1 + (\text{FV} + \text{ASA} / \text{N})$$

where:

D = an amount equal to all declared, but unpaid dividends as at Capital Return Date in respect of such Preferred Share;

FV = means the aggregate of the Fair Values of the Applicable Current Forwards as determined on the Capital Return Date;

ASA = means the aggregate of the Aggregate Settlement Amounts of each Applicable Terminated Forward as determined on the Capital Return Date; and

N = the number of Preferred Shares in issue at opening of business in Luxembourg on the Capital Return Date.

"Redemption Date" means the date on which the Preferred Share are redeemed in accordance with Article 7.4 or 7.5 of the Articles, which date must also be a Business Day.

"Roll Date" means, with respect to each Applicable Forward:

(a) the relevant Applicable Forward's Valuation Date; and

(b) thereafter each date falling at the end of each Roll Period applicable to that Applicable Forward as recorded in the Forward Register.

"Roll Period" means, with respect to each Applicable Forward, each period specified as being the "Roll Period" applicable to that Applicable Forward in the Forward Register.

"Scheduled Valuation Date" means, in relation to any Applicable Forward, the date specified as being the Scheduled Valuation Date with respect to that Applicable Forward as recorded in the Forward Register.

"Settlement Amount" means with respect to each Applicable Terminated Forward:

(a) each amount that would have been payable to the Counterparty plus

(b) each amount that would have been payable by the Counterparty (in which case such amount shall have a negative value),

in each case on the assumption that all payments had been deemed to have been made when deemed due under the relevant Applicable Terminated Forward including any amounts which would have been deemed to be payable by the Counterparty or to the Counterparty on the Valuation Date of that Applicable Terminated Forward.

"TARGET2" means the Trans-European Automated Real-time Gross Settlement Express Transfer payment system which utilises a single shared platform and which was launched on 19 November 2007.

"TARGET Day" means any day on which TARGET2 is open for the settlement of payments in euro.

"Valuation Date" has the meaning given to such term in the relevant Applicable Forward.

"Variable Fields" means such fields indicated by square brackets in the relevant confirmation relating to the relevant Applicable Forward, as the shareholders may from time to time agree and the values of which are as recorded in the Forward Register as being applicable to that Applicable Forward.

"Variable Value" means at any time the sum of (i) the share premium attached to the Preferred Share to be redeemed and (ii) the Preferred Share Adjustment Amount, which can be a negative value, it being understood that (a) the Variable Value cannot fall below zero (0) and (b) shall in all cases remain subject to the availability of distributable reserves or profits determined by the board of managers on the basis of relevant interim accounts.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2012.

Subscription

The Articles having thus been established, Ardennes Investments S.à r.l. and Bayard Investments S.à r.l. subscribe for the entire share capital as follows:

	Class of Shares	Number of Shares	Aggregate Share Premium (EUR)	Aggregate Subscribed Amount (EUR)	% of Sha- re Capi- tal
Ardennes Investments S.à r.l.	Ordinary Shares	10,000	9,990,000.-	10,000,000.-	71.43%
Ardennes Investments S.à r.l.	Preferred Shares	3,960	3,959,996,040.-	3,960,000,000.-	28.29%
Bayard Investments S.à r.l.	Preferred Shares	40	39,999,960.-	40,000,000.-	0.29%
TOTAL		14,000	4,009,986,000.-	4,010,000,000.-	100%

All the shares have been paid-up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of EUR 4,010,000,000.- (four billion and ten million Euros) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 6,600.- (six thousand six hundred Euros).

Resolutions of the shareholder(s)

- The Company will be administered by the following Directors for an undetermined period:
 - Mr. Jean-Guibert Mahy, born on 20 March 1977 in Anderlecht, Belgium, professionally residing at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;
 - Mr. Gregor McMillan, born on 4 April 1970 in London, United Kingdom, professionally residing at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;
 - Mr. David Widart, born on 12 June 1977 in Marche-en-Famenne, Belgium, professionally residing at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg; and
 - Mr. Manfred Zisselsberger, born on 11 July 1949 in Teisnach, Kreis Regen, Germany, professionally residing at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.
- The registered office of the Company shall be established at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.
- The amount of EUR 1,400 (one thousand and four hundred Euros), representing 10 (ten) percents of the issued capital of the Company, shall be allocated to the legal reserve in accordance with Article 6.4 of the Articles.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix-huit octobre.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

ONT COMPARU:

Ardennes Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg,

ici représentée par Madame Audrey MUCCIANTE, Avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration signée en date du 18 octobre 2011; ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera attaché au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Bayard Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg,

ici représentée par Madame Audrey MUCCIANTE, préqualifiée, en vertu d'une procuration signée en date du 18 octobre 2011, ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera attaché au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont invité le notaire en charge, à énoncer les statuts d'une société à responsabilité limitée, qui est par la présente incorporée comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Siège social - Objet – Durée

Art. 1^{er}. Forme légale. Il est formé par le présent acte une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par les lois actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi sur les Sociétés"), ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la société est "Equity Index Investments S.à r.l."

Art. 3. Siège social.

3.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

3.2 Il peut être transféré au sein de la municipalité de Luxembourg sur une résolution du conseil de gérance de la Société.

Art. 4. Objet social.

4.1 La Société aura pour objet social de détenir directement ou indirectement (y compris, notamment par le biais d'un "trust") des participations, des actions et obligations et des dépôts à la banque, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, corps gouvernementaux ou "trusts" d'acquérir par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que l'aliénation par vente, vente et rachat, échange ou autres, de titres, obligations, debentures, billets, instruments financiers et autres droits et obligations en tous genres (y compris des produits dérivés), de posséder, d'administrer, de développer et de gérer son portefeuille.

4.2 La Société peut participer à l'établissement et au développement de toute entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter assistance, que ce soit par voie de prêt, garanties ou de toute autre manière que ce soit à des sociétés filiales ou affiliées.

4.3 La Société peut plus particulièrement, prêter ou investir de l'argent sous quelque forme que ce soit dans, (i) ses associés et sociétés du groupe ou filiales de ses associés, (incluant tout "trust" dans lequel ses associés ou sociétés du groupe ou filiales de ses associés ont un intérêt direct ou indirect) et (ii) des professionnels du secteur financier ou des sociétés du groupe ou filiales de ces professionnels du marché financier (y compris des véhicules ayant un objet spécial établi conjointement ou non avec des professionnels du secteur financier). Les prêts consentis à des particuliers ou les investissements opérés à destination de particuliers sont exclus.

4.4 La Société peut prendre part à des transactions portant sur des produits dérivés avec ses associés, des sociétés du groupe ou des sociétés filiales de ses associés (incluant tout "trust" dans lequel ses associés ou sociétés du groupe ou filiales de ses associés ont un intérêt direct ou indirect), professionnels du marché financier et sociétés du groupe ou sociétés affiliées de professionnels du marché financier.

4.5 La Société peut constituer toute sûreté réelle et s'engager dans tous types de documents dans le but de garantir ses propres obligations ainsi que les obligations de ses associés, ou des sociétés du groupe ou de toute entité affiliée de ses associés.

4.6 La Société peut également intervenir dans des contrats de vente à terme, y compris tout contrat de vente à terme prépayé.

4.7 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit (à l'exception toutefois de demandes de prêts auprès de particuliers ou la prise de dépôts de particuliers).

4.8 D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, industrielles ou commerciales, mobilières ou immobilières, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Titre II. - Capital - Parts sociales - Prime d'émission

Art. 6. Capital social, capital autorisé non émis.

6.1 Le capital social de la Société est composé de parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires") et des parts sociales privilégiées (les "Parts Sociales Privilégiées" qui seront désignées ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires comme les "Parts Sociales"), ayant les droits et obligations tels que déterminés dans les Statuts.

6.2 Le capital social émis de la Société est fixé à quatorze mille Euros (EUR 14.000,-), divisé en dix mille (10.000) Parts Sociales Ordinaires et quatre mille (4.000) Parts Sociales Privilégiées, chaque Part Sociale ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-).

6.3 A moins que l'assemblée générale ordinaire des associées ou, selon le cas, le conseil de gérance, en déclarant un dividende, n'en convienne autrement, toutes les Parts Sociales donnent droit à distribution conformément au montant de leur Valeur Totale.

6.4 Les fonds reçus au titre de la prime d'émission des Parts Sociales lors de l'émission de ces Parts Sociales (le cas échéant) sont affectés à une réserve spéciale dédiée aux primes, sauf pour ceux qui sont affectés au fonds de réserve légale. La réserve spéciale pour les primes est à la libre disposition des associés et du conseil de gérance, selon les cas.

Art. 7. Parts sociales, Cession et Rachat.

7.1 Les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés, étant entendu que, sauf lors de la constitution, il n'y a qu'un seul détenteur des Parts Sociales Privilégiées à tout moment. Une cession de parts sociales entre vifs à des tiers non associés ne peut être effectuée que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, et avec le consentement du conseil de gérance, un tel consentement ne pouvant être déraisonnablement refusé. Pour toute autre question relative à un transfert de Parts Sociales, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés.

7.2 Chaque Part Sociale est indivisible à l'égard de la Société qui n'admet qu'un (1) seul titulaire à son égard pour chaque Part Sociale.

7.3 Chaque Part Sociale donne droit à une voix.

7.4 Le(s) associé(s) détenteur(s) de Parts Sociales Privilégiées peuvent demander le rachat de leurs Parts Sociales Privilégiées par l'envoi d'un courrier à la Société spécifiant la date d'effet du rachat des Parts Sociales Privilégiées, le nombre de Parts Sociales Privilégiées à racheter, et contenant une convention de rachat de façon à assurer que le rachat s'effectue en conformité avec le droit luxembourgeois. Une telle notification devra être envoyée au plus tard cinq (5) Jours Ouvrables avant la date d'effet du rachat. Le conseil de gérance sera tenu de racheter ces Parts Sociales Privilégiées dans la limite de la disponibilité de réserves ou bénéfices distribuables tels que déterminées par le conseil de gérance sur la base de comptes intermédiaires concernés.

7.5 Chaque Part Sociale Privilégiée devra être rachetée à sa Valeur Totale telle que déterminée à la Date du Rachat.

7.6 Les Parts Sociales Privilégiées ne sont pas convertibles en Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Ordinaires ne sont pas convertibles en Parts Sociales Privilégiées.

Art. 8. Événements concernant les associés. Le décès, l'incapacité, la faillite ou l'insolvabilité d'un associé n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Art. 9. Droits des associés.

9.1 Un associé, mais également ses héritiers, représentants, ayant-droits ou créanciers d'un associé ne peuvent, en aucune circonstance, requérir l'apposition de scellés sur les avoirs ou les documents de la Société, ni s'immiscer de quelque façon que ce soit dans la gestion de la Société.

9.2 Afin d'exercer leurs droits, les associés doivent se référer aux états financiers de la Société, ainsi qu'aux décisions de l'assemblée générale des associés.

Titre III. - Gérance

Art. 10. Composition du conseil de gérance.

10.1 La Société est gérée par trois (3) ou plusieurs gérants, la majorité d'entre eux demeurant au Luxembourg, n'ayant pas nécessairement le statut d'associé, et nommés par l'assemblée générale des associés pour une durée déterminée ou indéterminée. Le nombre de gérants, leurs pouvoirs ainsi que leur rémunération sont déterminés par l'assemblée générale des associés.

10.2 Les associés détenant une majorité ou plus des Parts Sociales Ordinaires peuvent soumettre à l'assemblée générale des associés une liste de candidats à la gérance, contenant, en toute hypothèse, un ou plusieurs candidats de plus que le nombre de gérants à nommer, sur la base de laquelle l'assemblée des associés nomme trois (3) gérants. Les associés

détenteurs de Parts Sociales Privilégiées ne sont pas autorisés à soumettre à l'assemblée générale des associés des candidats à la gérance.

10.3 L'assemblée générale des associés jouit du pouvoir de révoquer les gérants à tout moment sans avoir à motiver une telle révocation. Toute nouvelle nomination de gérant devra être faite en conformité avec la Article 10.2 ci-dessus.

10.4 En cas de vacance au sein du conseil de gérance, les gérants restant en fonction peuvent pourvoir provisoirement la vacance, auquel cas l'assemblée générale des associés procède à la ratification de la nomination lors de sa plus prochaine réunion.

Art. 11. Déroulement des assemblées du conseil de gérance.

11.1 Les gérants peuvent désigner l'un d'entre eux pour présider le conseil de gérance. En cas d'absence du Président, la présidence peut être conférée à un autre gérant présent lors de la réunion en cause. Les obligations du Président consistent à veiller à ce que le déroulement de la réunion s'effectue en conformité avec les dispositions du présent Article 11 et à présider les assemblées du conseil de gérance.

11.2 Sauf disposition contraire des Statuts, les gérants sont libres d'organiser le déroulement de leurs réunions à leur convenance. Aucune affaire ne peut être traitée par le conseil de gérance à moins que la réunion ne se tienne au Luxembourg.

11.3 Le Président ou tout gérant pourra convoquer une assemblée du conseil de gérance, aussi souvent que les intérêts de la société le requièrent, sur convocation préalable d'au moins un (1) jour franc. Il peut être renoncé à la nécessité de convocation préalable dès lors que tous les gérants sont présents ou représentés à ladite réunion du conseil de gérance ou, en cas d'absence, confirment leur accord à ce que la réunion du conseil de gérance soit valablement tenue. La convocation, qui pourra être envoyé par courrier, recommandé ou simple, mail électronique ou fax, contiendra de façon suffisamment détaillée les points à discuter lors de la réunion.

11.4 Les décisions prises lors d'une réunion du conseil de gérance sont valablement passées si au moins deux (2) des membres du conseil de gérance (i) sont présents ou représentés à la réunion et (ii) sont physiquement présents au Luxembourg.

11.5 Tout gérant, qui est physiquement présent au Luxembourg durant une réunion du conseil de gérance, pourra participer à ladite réunion par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou par tout autre moyen de communication semblable permettant à chacune des personnes qui prennent part à la réunion de s'entendre mutuellement, étant précisé qu'un gérant se trouvant physiquement hors du Luxembourg lors de la réunion ne saurait participer à la réunion par l'un quelconque de ces moyens. La participation à une réunion par l'un quelconque de ces moyens équivaut à une participation en personne à ladite réunion.

11.6 Si un gérant est dans l'impossibilité d'assister à une réunion du conseil de gérance, il pourra donner procuration écrite à un autre gérant qui sera lui physiquement présent à la réunion afin, pour ce dernier, de voter en son nom à la réunion du conseil de gérance. Dans l'hypothèse d'un gérant unique, ses résolutions sont valablement passées par écrit.

11.7 Les résolutions du conseil de gérance sont valablement passées si une majorité simple des gérants présents ou représentés ont voté en faveur de la décision. Chaque gérant a droit à un (1) vote, à moins qu'il n'agisse également pour le compte d'un autre gérant en vertu d'une procuration, auquel cas, il aura un (1) vote supplémentaire par procuration.

11.8 Les résolutions du conseil de gérance seront inscrites dans des procès-verbaux signés par le Président et/ou le secrétaire au Luxembourg, et conservés au siège social de la société à condition que chaque gérant, afin de signer, est présent au Luxembourg au moment de la signature. Des copies ou extraits de tels procès-verbaux à produire dans des procès ou autre seront valablement signés par le Président de la réunion ou par tout gérant.

11.9 Les résolutions circulaires signées par tous les membres du conseil de gérance sont valables au même titre que si elles avaient été prises lors d'une réunion d'un conseil de gérance dûment convoquée et tenue, à condition que chaque gérant ait signé ladite résolution à un moment où il se trouve physiquement présent au Luxembourg. Les signatures de tous les gérants pourront être documentées dans un document unique ou bien dans plusieurs documents ayant un contenu identique. La date d'une telle résolution circulaire sera la date de la dernière signature.

Art. 12. Pouvoirs du conseil de gérance.

12.1 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des pouvoirs qui sont expressément attribués par la loi à l'assemblée générale des associés, pour exécuter tous les actes d'administration et de disposition en conformité avec l'objet social.

12.2 Le conseil de gérance représente la société à l'égard des tiers et tout contentieux dans lequel la société est impliquée à quelque titre que ce soit, en demande ou en défense, sera géré par le conseil de gérance au nom et pour le compte la Société.

Art. 13. Délégation de pouvoirs, Responsabilité.

13.1 Le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière (daily management) de la Société à un ou plusieurs gérants résidant au Luxembourg, qui prendra/ont la dénomination de "délégué(s) à la gestion journalière".

13.2 Le conseil de gérance peut également nommer des mandataires de la Société, investis du pouvoir d'engager la Société par leur seule signature, mais uniquement dans les limites telles que déterminées par leur mandat. Il ne peut être

procédé à une délégation de tous les pouvoirs de gérance, ou à une délégation substantielle des pouvoirs de gérance à un tiers.

13.2 Hormis décision spéciale du conseil de gérance s'agissant de la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs ou de procurations conférés par le conseil de gérance conformément au présent Article (en particulier pour toutes les affaires liées à la gestion journalière pour lesquelles la Société est liée par la signature d'un (1) seul délégué à la gestion journalière), la Société est engagée par la signature conjointe de deux (2) gérants.

13.3 Un gérant ne contracte, à l'égard de sa fonction, aucune obligation personnelle du fait des engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire de la société, il ne peut être tenu responsable que de l'exécution de son mandat.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 14. Règles procédurales pour les réunions d'associés.

14.1 Si la Société ne comprend qu'un seul associé, l'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la Loi sur les Sociétés.

14.2 Toutes les décisions outrepassant les pouvoirs du conseil de gérance seront prises par l'associé unique ou, dans le cas où il y a plus d'un seul associé, par l'assemblée générale des associés. De telles décisions seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécifique.

14.3 S'il y a plus d'un, mais moins de vingt-cinq associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative du conseil de gérance. Une résolution des associés n'est valablement adoptée qu'après vote des associés représentant plus de cinquante pour-cent (50%) du capital social, en faveur d'une telle résolution.

14.4 Les assemblées générales des associés se tiendront au Luxembourg. La représentation au moyen de procuration est admise.

Titre V. - Exercice social - Profits - Réserves - Dividendes intérimaires - Liquidation

Art. 15. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} jour de janvier d'une année et se termine au 31 décembre de la même année.

Le(s) associé(s) peuvent abrégier la durée de l'exercice social à tout moment.

Art. 16. Comptes sociaux annuels.

16.1 Chaque année, au trente et un (31) décembre, le conseil de gérance établit un bilan comprenant (i) un bilan des actifs mobiliers et immobiliers et de toutes les dettes actives et passives de la Société et accompagné (ii) d'une annexe synthétisant tous les engagements de la société, ainsi que les dettes des gérants et/ou commissaires aux comptes envers la Société.

16.2 Au même moment, la gérance établit un compte des pertes et profit, qui sera soumis à l'assemblée générale des associés en même temps que le bilan susmentionné.

16.3 Chaque associé aura le droit de consulter auprès du siège social le bilan, l'annexe et le compte des pertes et profits, pendant la quinzaine de jours précédent l'assemblée générale annuelle.

Art. 17. Distributions.

17.1 Le solde créditeur du compte de pertes et profits, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

17.2 Sur ce bénéfice net, il est annuellement prélevé cinq pour-cent (5%) qui seront alloués à un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès lors que le fonds de réserve légale atteint le dixième du capital social nominal, mais devra toutefois reprendre jusqu'à son intégrale reconstitution, si à quelconque instant, et pour quelque raison que ce soit, le fonds de réserve était entamé au delà de ces proportions. L'excédent est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés ou du conseil de gérance, le cas échéant.

17.3 Chaque Part Sociale procure à son détenteur le droit au paiement de dividendes calculés et payables sous réserve de la disponibilité de réserves ou de profits distribuables et distribués sur proposition du conseil de gérance.

Art. 18. Dividende intérimaire.

18.1 Aussi souvent qu'il l'estime opportun et à tout moment durant l'exercice social, le conseil de gérance est autorisé à déclarer le paiement de dividendes intérimaires aux Parts Sociales, sous réserve que les trois conditions suivantes soient satisfaites: i) le conseil de gérance ne peut décider une telle distribution que sur la base de comptes intérimaires; ii) les comptes intérimaires ne peuvent dater de plus de trois (3) semaines précédant la date de la réunion du conseil de gérance portant sur ladite distribution; et iii) les comptes intérimaires, qui n'ont pas à être certifiés, doivent démontrer l'existence de profits distribuables en montants suffisants.

18.2 Les montants distribuables équivalent au bénéfice net réalisés depuis la fin du dernier exercice social ou, selon le cas, la date de la constitution, auxquels s'ajoutent tout profit reporté ainsi que tout montant des réserves disponibles pour une distribution (incluant toute prime d'émission), et auxquels doivent être déduits les pertes reportées ainsi que

tout montant devant être alloué aux réserves obligatoires en application des dispositions de la Loi sur les Sociétés ou des Statuts.

Art. 19. Liquidation.

19.1 En cas de liquidation de la Société, la liquidation est mise en oeuvre par un ou plusieurs liquidateurs, n'ayant pas nécessairement le statut d'associé, et qui seront désignés par l'assemblée des associés à la majorité requise à l'article 142 de la Loi sur les Sociétés.

19.2 Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des biens ainsi que le paiement des dettes.

19.3 Après paiement de toutes les dettes et de tout le passif de la Société (y compris de tous dividendes éventuels déclarés mais non payés) ainsi que de tous les coûts et dépenses de la liquidation, le produit net de la liquidation sera distribué aux associés dans l'ordre et rang suivant:

- au(x) détenteur(s) des Parts Sociales Privilégiées, un montant égal aux Valeurs Totales des Parts Sociales Privilégiées alors émises, telles que déterminées à la Date de Remboursement du Capital; et
- aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires, en remboursement de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires, tout surplus éventuel.

Art. 20. Lois applicables. Tout ce qui n'est pas prévu spécifiquement dans les Statuts est régi par les lois applicables.

Art. 21. Définitions. "Montant Global du Règlement" désigne la somme des montants suivants calculés pour chaque Montant du Règlement résultant de chaque Contrat de Vente à Terme Résilié, qui aurait été réputé devenu exigible pendant la période à compter de la Date de Conclusion du Contrat de Vente à Terme Résilié Pertinent (incluse) jusqu'à la Date de Remboursement du Capital (incluse):

$$[ASA_{(i-1)} \times \{ + Ex(RD_N / 360) + SA_{(i)} \}]$$

avec:

ASA_(i-1) signifiant:

(a) s'agissant du calcul du Montant Global du Règlement effectué lors de la première Date de Renouvellement suivant la Date de Sortie du Contrat de Vente à Terme Résilié Pertinent, le Montant du Règlement correspondant audit Contrat de Vente à Terme Résilié Pertinent; et

(b) par la suite, le Montant Global du Règlement correspondant à ce Montant du Règlement tel que calculé à la Date de Renouvellement précédente la plus proche;

E désigne EURIBOR tel que déterminé à la Date de Renouvellement précédente la plus proche pour la Période de Calcul débutant à ladite Date de Renouvellement;

RD_N signifie: (a) sous réserve du paragraphe (b), le nombre de jours exacts de la période à compter du premier jour de la Période de Calcul pertinente (inclus) jusqu'au dernier jour de la Période de Calcul Pertinente (exclus); ou (b) lorsque la Date de Remboursement du Capital intervient à une date autre que la Date de Renouvellement, le nombre exact de jours de la période à compter de la Date de Renouvellement la plus proche précédent la Date de Remboursement du Capital (incluse) (ou en l'absence d'une Date de Renouvellement, la Date de Sortie pertinente) jusqu'à la Date de Remboursement du Capital (exclue);

SA_(i) désigne tout Montant du Règlement payable à la Date de Renouvellement.

"Valeur Totale" correspond, pour chaque Part Sociale, au total de sa valeur nominale et de sa prime d'émission.

"Contrat de Vente à Terme en Cours Pertinent" désigne tout Contrat de Vente à Terme Pertinent dont la Date de Sortie n'est pas encore intervenue ou qui n'est pas réputée être intervenue avant la Date de Remboursement du Capital.

"Contrat de Vente à Terme Pertinent" désigne tout Contrat de Vente à Terme qui est réputé avoir été conclu entre la Contrepartie et la Société à la Date de Conclusion du Contrat de Vente à Terme Pertinent et incluant les Champs Variables tels que déterminés applicables audit Contrat de Vente à Terme dans le Registre des Ventes de Contrats à Terme.

"Contrat de Vente à Terme Pertinent Résilié" désigne un Contrat de Vente à Terme Pertinent qui a été réputé conclu par la Contrepartie et la Société et pour lequel la Date de Sortie dudit Contrat de Vente à Terme est intervenue ou réputée être intervenue avant la Date de Remboursement du Capital.

"Statuts" a le sens tel que défini à l'Article 1 des présents statuts.

"Jour Ouvrable" désigne un jour, autre qu'un samedi ou un dimanche, durant lequel les banques sont généralement ouvertes à Londres et au Luxembourg, et qui est un Jour TARGET.

"Période de Calcul" désigne, s'agissant de toute détermination d'un Montant Global du Règlement se rapportant à tout Contrat de Vente à Terme Pertinent:

(a) la période débutant au jour de la Date de Sortie du Contrat de Vente à Terme Pertinent (incluse) et prenant fin à la Date de Renouvellement postérieure la plus proche (exclue); et

(b) par la suite, chaque période débutant au jour de la Date de Renouvellement (incluse) et se terminant au jour de la Date de Renouvellement postérieure la plus proche (exclue).

"Date de Remboursement du Capital" désigne la première dans le temps de (a) la Date de Rachat, et (b) la date à laquelle les actifs de la Société sont évalués pour les besoins du remboursement du capital aux Parts Sociales conformément à l'Article 19.3, une telle date devant également être un Jour Ouvrable.

"Loi sur les Sociétés" a le sens tel que défini à l'Article 1 des présents Statuts.

"Contrepartie" a pour chaque Contrat de Vente à Terme Pertinent le sens tel que déterminé par ledit Contrat de Vente à Terme Pertinent.

"Date de Sortie Anticipée" a le sens tel que défini dans le Contrat de Vente à Terme Pertinent.

"Date de Conclusion" désigne, s'agissant de chaque Contrat de Vente à Terme Pertinent, la date à laquelle ledit contrat est réputé avoir été conclu (tel qu'inscrit dans le Registre des Contrats de Ventes à Terme).

"EURIBOR" désigne, s'agissant de tout montant durant une quelconque Période de Calcul:

(a) le taux d'intérêt annuel affiché (exprimé en chiffres décimaux et non en pourcentages) de la cotation proposée pour les dépôts en Euros pour la période de référence qui apparaît sur l'écran Reuters page EURIBOR01 à 11:00 du matin (heure de Bruxelles) le EUR Jour de Cotation pertinent (et si aucun taux n'apparaît pour la période susmentionnée, le taux sera déterminé par et au nom de la Société par interpolation linéaire entre le taux apparaissant pour la période suivante plus courte que ladite période et le taux apparaissant pour la période suivante plus longue que ladite période);
ou

(b) si le taux d'intérêt affiché ne peut être déterminé en vertu du paragraphe (a) ci-dessus, le taux (exprimé en chiffres décimaux et non en pourcentages) est discrétionnairement déterminé par et pour le compte de la Société.

"EUR Jour de Cotation" désigne, s'agissant de chaque période pour laquelle l'EURIBOR est à déterminer, le jour qui est deux (2) jours TARGET précédent le premier jour de ladite période.

"Date de Sortie" désigne, s'agissant de chaque Contrat de Vente à Terme Pertinent, la première dans le temps de (i) sa Date de Sortie Anticipée, et (ii) sa Date Prévues d'Évaluation, dans chaque cas tel qu'inscrit dans le Registre des Contrats de Vente à Terme.

"Juste Valeur" désigne, s'agissant de chaque Contrat de Vente à Terme Pertinent, la somme des montants réputés dûs par la Société à l'expiration du Contrat de Vente à Terme Pertinent (déterminé en EUR), sur la présomption que tous paiements réputés effectués en vertu dudit Contrat de Vente à Terme Pertinent précédemment ou au jour de la Date de Remboursement du Capital ont été réputés avoir été intégralement payés à leur date d'exigibilité, dans chaque cas tel que déterminée par ou au nom de la Société agissant raisonnablement et en toute bonne foi, étant précisé que dans le cas où un tel montant de cessation est dû à la Contrepartie, la Juste Valeur dudit Contrat de Vente à Terme Pertinent sera la valeur négative de ce montant aux fins de calculer le Montant d'Ajustement des Parts Sociales Privilégiées.

"Contrat de Vente à Terme" désigne une vente à terme portant sur un portefeuille d'actions dont les termes principaux sont substantiellement reproduits dans le Contrat-Type de Vente à Terme.

"Registre de Contrats de Ventes à Terme" désigne un registre conservé par le conseil de gérance et sur lequel sont inscrits au fur et à mesure les Contrats de Ventes à Terme, leurs Dates de Conclusion respectives, leurs Dates de Sorties Respectives, les Champs Variables ainsi que toute autre information jugée utile par le conseil de gérance.

"Contrat-type de Vente à Terme" désigne la pro-forma confirmation extensive dans les termes substantiellement convenus de temps à autre par le conseil de gérance et les associés de la Société.

"Parts Sociales Ordinaires" a le sens tel que déterminé à l'Article 6.1 des présents Statuts.

"Parts Sociales Privilégiées" a le sens tel que déterminé à l'Article 6.1 des présents Statuts.

"Montant d'Ajustement des Parts Sociales Privilégiées" désigne au jour de la Date de Remboursement du Capital, pour chaque Part Sociale Privilégiée, le montant calculé par et au nom de la Société d'après la formule suivante:

$$D + \text{€}1 + (FV + \text{ASA} / N)$$

avec:

D = un montant équivalent à tous les dividendes déclarés mais non payés à la Date de Remboursement du Capital à l'égard de ladite Part Sociale Préférentielle;

FV = désigne la somme des Justes Valeurs des Contrats de Vente à Terme en Cours Pertinents tels que déterminés à la Date de Remboursement du Capital;

ASA = désigne la somme des Montants Globaux du Règlement de chaque Contrat de Vente à Terme Pertinent tels que déterminés au jour de la Date de Remboursement du Capital; et

N = le nombre de Parts Sociales Privilégiées émises à l'ouverture des commerces au Luxembourg au jour de la Date de Remboursement du Capital.

"Date de Rachat" désigne la date à laquelle les Parts Sociales Privilégiées sont rachetées conformément aux termes des Articles 7.4 ou 7.5 des présents Statuts, ladite date devant être un Jour Ouvrable.

"Date de Renouvellement" désigne, s'agissant de chaque Contrat de Vente à Terme Pertinent:

(a) la Date d'Évaluation du Contrat de Vente à Terme Pertinent; et

(b) par la suite, chaque Date de Sortie de chaque Période de Renouvellement pertinente pour ledit Contrat de Vente à Terme, tel qu'inscrit dans le Registre de Contrats de Ventes à Terme.

"Période de Renouvellement" désigne, s'agissant de chaque Contrat de Vente à Terme, chaque période spécifiée comme la "Période de Renouvellement" applicable pour ledit Contrat de Vente à Terme Pertinent dans le Registre de Contrats de Ventes à Terme.

"Date Prévue d'Evaluation" désigne, s'agissant de tout Contrat de Vente à Terme, la date spécifiée comme étant la "Date Prévue d'Evaluation" applicable au Contrat de Vente à Terme Pertinent dans le Registre de Contrats de Ventes à Terme.

"Montant du Règlement" désigne s'agissant de chaque Contrat de Vente à Terme Résilié Pertinent:

(a) chaque montant qui aurait été payable à la Contrepartie; plus

(b) chaque montant qui aurait été payable par la Contrepartie (auquel cas ledit montant aura une valeur négative)

dans chaque cas en présumant que tous les paiements aient été réputés avoir été devenus exigibles sous le Contrat de Vente à Terme Pertinent, y compris tous montants qui auraient été réputés dus par la Contrepartie ou à la Contrepartie au jour de la Date d'Evaluation du Contrat de Vente à Terme Pertinent.

"TARGET2" désigne le système de paiement "Trans-European Real-Time Gross Settlement Express Transfer" qui utilise une seule plateforme partagée et qui a été lancé le 19 novembre 2007.

"Jour TARGET" désigne un jour quelconque durant lequel TARGET2 est ouvert pour le règlement de paiements en Euros.

"Date d'Evaluation" a le sens tel que déterminé dans le Contrat de Vente à Terme Pertinent.

"Champs Variables" désigne lesdits champs mentionnés entre crochets dans la confirmation applicable à chaque Contrat de Vente à Terme Pertinent, tel que convenus par les associés de temps à autre, et les valeurs desquels sont inscrits dans le Registre de Contrats de Ventes à Terme comme étant applicables au Contrat de Vente à Terme Pertinent.

"Valeur Variable" désigne à tout moment la somme de (i) la prime d'émission attachée au(x) Part(s) Sociale(s) Privilégiée(s) à racheter et (ii) le Montant d'Ajustement des Parts Sociales Privilégiées, qui peut avoir une valeur négative, étant entendu que (a) la Valeur Variable ne peut être inférieure à 0 et (b) reste en toute hypothèse soumis à la disponibilité des réserves distribuables ou profits tels que déterminés par le conseil de gérance sur la base des comptes intermédiaires pertinents.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commencera à la date de constitution de la Société et se terminera au 31 décembre 2012.

Souscription et Libération du capital social

Les Statuts ayant ainsi été établis, Ardennes Investments S.à r.l. et Bayard Investments S.à r.l. déclarent souscrire l'ensemble du capital social comme suit:

	Parts Sociales	Nombre de Parts Sociales	Montant total de la prime d'émission (EUR)	Montant total souscrit (EUR)	% de capital social
Ardennes Investments S.à r.l.	Parts Sociales Ordinaires	10.000	9.990.000,-	10.000.000,-	71,43%
Ardennes Investments S.à r.l.	Parts Sociales Privilégiées	3.960	3.959.996.040,-	3.960.000.000,-	28,29%
Bayard Investments S.à r.l.	Parts Sociales Privilégiées	40	39.999.960,-	40.000.000,-	0,29%
TOTAL		14.000	4.009.986.000,-	4.010.000.000,-	100%

Toutes les parts sociales ont été entièrement souscrites et libérées à hauteur de cent pour cent (100%) par versement en espèces, de sorte que le montant total de EUR 4.010.000.000,- (quatre milliards et dix million d'Euros) est désormais à la disposition de la Société, la preuve ayant été fournie au notaire soussigné.

Estimation des coûts

Le montant des frais, honoraires, rémunérations et charges de toute nature qui devront être supportés par la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 6.600,- (six mille six cents Euros).

Résolutions des détenteurs de parts

1. Sont nommés gérants pour une durée indéterminée les gérants suivants:

a. Monsieur Jean-Guibert Mahy, né le 20 mars 1977 à Anderlecht, Belgique, résidant à 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;

b. Monsieur Gregor McMillan, né le 4 avril 1970 à Londres, Royaume-Uni, résidant à 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;

c. Monsieur David Widart, né le 12 juin 1977 à Marche-en-Famenne, Belgique, résidant à 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg; et

d. Monsieur Manfred Zisselsberger, né le 11 juillet 1949 à Teisnach, Kreis Regen, Allemagne, résidant à 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

2. La Société aura son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

3. Le montant de EUR 1.400,- (mille quatre cent Euros) représentant 10 (dix) % du capital émis de la Société, est alloué à la réserve légale conformément aux dispositions de l'article 6.4 des présents Statuts.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par ses nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. MUCCIANTE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 octobre 2011. LAC/2011/46229. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 21 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144705/781.

(110168051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2011.

Massena Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 98.828.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011148259/10.

(110172443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

MB Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 82.329.

Les comptes annuels au 30 JUNI 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011148261/10.

(110172483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

MCL (Maison Canadienne Luxembourg), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6688 Mertert, 1, Port de Mertert.

R.C.S. Luxembourg B 103.762.

Der Jahresabschluss und die Erläuterungen zum 31. Dezember 2007, sowie alle weiteren Dokumente und Informationen diesbezüglich, wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 26. Oktober 2011.

Für die MCL (Maison Canadienne Luxembourg), S.à r.l.

Unterschrift

Référence de publication: 2011148262/13.

(110172044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

MCL (Maison Canadienne Luxembourg), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6688 Mertert, 1, Port de Mertert.
R.C.S. Luxembourg B 103.762.

Der Jahresabschluss und die Erläuterungen zum 31. Dezember 2008, sowie alle weiteren Dokumente und Informationen diesbezüglich, wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 26. Oktober 2011.

Für die MCL (Maison Canadienne Luxembourg), S.à r.l.

Unterschrift

Référence de publication: 2011148263/13.

(110172045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Meca-Fluid Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 16-1A, rue de Drinklange.
R.C.S. Luxembourg B 146.394.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011148265/10.

(110172160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

**Hanff S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Hanff Frères Luxembourg S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.394,68.

Siège social: L-5691 Ellange, 53-54, Z.A. Triangle Vert.
R.C.S. Luxembourg B 27.445.

L'an deux mille onze, le dix-sept octobre.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée "HANFF FRERES LUXEMBOURG S.à r.l.", ayant son siège social au 60, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 27445.

L'assemblée est composée de tous les associés, possédant la totalité des parts sociales, à savoir: Monsieur Jules CLEMENT, demeurant professionnellement, 11 Domaine Schmiseleck, L-3373 Leudelage, Grand-Duché de Luxembourg, Monsieur Pierre HANFF, demeurant professionnellement, 19, rue Albert Schweitzer, L-8033 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg,

ici représentés par Madame Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privé lui-délivrées, paraphées ne varietur, qui resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Considérant que cette assemblée plénière peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés, ceux-ci requièrent le notaire d'acter ce qui suit:

La comparante a requis le notaire instrumentant d'acter que la nouvelle adresse de Monsieur Pierre HANFF, précité est désormais 19, rue Albert Schweitzer, L-8033 Strassen, Grand-duché de Luxembourg et la nouvelle adresse de Monsieur Jules CLEMENT, 11 Domaine Schmiseleck, L-3373 Leudelage, Grand-duché de Luxembourg.

Première résolution

Suivant acte n° 62751 reçu par le notaire soussigné en date du 30 septembre 2011, la société en commandite simple «HANFF FRERES Luxembourg S.à r.l. & Cie, S.e.c.s.» une société en commandite simple ayant son siège social au 60 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B numéro 3644 a modifié sa dénomination en «HANFF S.à r.l. & Cie, S.e.c.s.».

Par conséquent, les associés décident de procéder à la modification subséquente de la 1ère phrase de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet la gestion d'une société en commandite simple sous la dénomination de «HANFF S.à r.l. & Cie, S.e.c.s.» »

Deuxième résolution

Les associés décident de modifier la dénomination de la Société en «HANFF S.à r.l.».

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, Il est décidé de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société prend la dénomination de «HANFF S.à r.l.».

Quatrième résolution

Il est décidé de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle au 53-54, Z.A. Triangle Vert, L-5691 Ellange.

Le transfert du siège social prend effet à compter du 16 août 2011.

Cinquième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, Il est décidé de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le siège social est établi à Ellange.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés»
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes. Et après lecture faite au comparant, le mandataire a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 octobre 2011. Relation: LAC/2011/46266. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2011.

Référence de publication: 2011148134/59.

(110172415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Meditare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 100.145.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MEDITARE S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2011148267/11.

(110172080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Metrik S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5637 Mondorf-les-Bains, 2, rue Saint Michel.

R.C.S. Luxembourg B 107.657.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/10/2011.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2011148268/12.

(110172100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.
